l'Humanité

Gauche, que veux-tu faire de ces jeux Olympiques ?

Entre analyse critique et respect de ce moment de cohésion nationale, les forces progressistes s'interrogent sur les suites politiques à donner à Paris 2024. P. 7


JULIE FRANCHET / HANS LUCAS

Les Duralex voient enfin le verre à moitié plein

Depuis l'officialisation de la reprise de la verrerie en Scop, le moral est au beau fixe chez les ouvriers, malgré quelques doutes. P. 9

MARDI 13 AOÛT 2024 | N° 24005 | 2,70 € | www.humanite.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

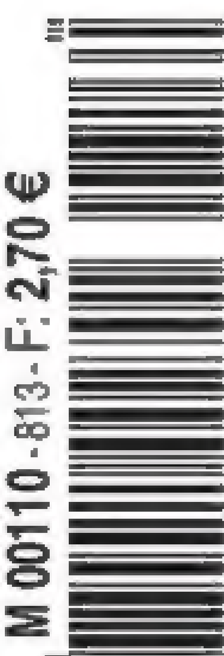
FEUX DE FORÊT

L'ÉTINCELLE CLIMATIQUE

Rendus plus intenses, plus fréquents et plus vastes par le réchauffement planétaire, les incendies ravagent chaque été des milliers d'hectares. Face à l'urgence, l'adaptation impose la prévention. Reportage dans les Bouches-du-Rhône. P. 2

THIBAUD MORITZ / AFP

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD





ÉDITORIAL
PAR MAURICE ULRICH

Un peu seul

De son expérience théâtrale adolescente, Emmanuel Macron a peut-être retenu cette idée de Diderot, dans *le Paradoxe du comédien*, que pour être crédibles, les personnages doivent être habités par des fantômes plus grands qu'eux. En tout cas il s'y essaie, dans le personnage de maître du temps et du jeu politique qu'il joue devant la France. Mais las, le costume est devenu trop ample et le président feint de l'ignorer comme il feint d'oublier qu'il vient d'essuyer deux défaites majeures aux deux tours des élections législatives après avoir été élu, en 2017, par défaut et avec les voix de la gauche pour faire barrage à Marine Le Pen. Et si les désistements du dernier scrutin ont été réciproques, c'est encore grâce aux voix de la gauche que ceux des députés macronistes réélus l'ont été.

Balayant, comme il l'avait fait avant les JO, la légitimité du Nouveau Front populaire à voir désignée Lucie Castets comme première ministre, il pourrait s'attirer la réponse cinglante d'Aldebert Ier à Hugues Capet, qui lui déniait son choix de maintenir le siège de Tours : « *Qui t'a fait roi ?* » Et précisément, le président monarque n'est pas tout à fait nu mais ça y ressemble. Les noms évoqués de Xavier Bertrand ou Bernard Cazeneuve ne tiennent pas

Le président monarque n'est pas tout à fait nu mais ça y ressemble.

la route. D'où et pourquoi un premier ministre issu des « Républicains » ? D'où et comment un premier ministre venant du PS et avec quelle légitimité ?

Dans un entretien lundi dans *l'Équipe*, le président n'en a pas moins réendossé son costume de scène sans même qu'il soit besoin de sous-texte : « *Ceux qui n'ont pas cru dans les Jeux se sont trompés.* » Comme sans doute ceux qui ne croient pas en lui. « *Les Français ont redécouvert qu'ils pouvaient faire de grandes choses ensemble (…). Quand on travaille ensemble, rien n'est insurmontable.* » Mais sauf votre respect, monsieur le président, en préférant les combines politiciennes à la simple reconnaissance du résultat des élections avec la nomination à Matignon de la personnalité proposée par la gauche, vous faites de bien petites choses, non pas ensemble, mais un peu seul, tout de même. ■

Prévention des feux de forêt : l'ONF en première ligne



INCENDIES Dans les Bouches-du-Rhône – figurant parmi les 40 départements placés en vigilance orange canicule ce lundi –, l'Office national des forêts est l'un des piliers de la lutte, aux côtés des pompiers.

Bouches-du-Rhône, envoyée spéciale.

Sur les rives de l'Arc, au pied de l'aqueduc de Roquefavour (Bouches-du-Rhône), les promeneurs s'installent. En cette fin de matinée, Azzedine Ait Azzouz entame sa tournée de sensibilisation et de prévention : « *Bonjour, vous connaissez les conditions d'accès au massif forestier ?* » Sur la berge ou pieds dans l'eau, une même réponse : « *Non, pas du tout.* » Le technicien forestier supérieur explique sur quel site Internet les consulter chaque soir pour le lendemain, distribue des brochures. Du 15 juin au 30 septembre, toute source de feu est interdite aux abords de la forêt, cigarette et barbecue inclus.

En cas de risque très sévère d'incendie, les massifs sont fermés au public sur décision de la préfecture. « *On a été plutôt épargnés cet été, la météo a été favorable avec un printemps arrosé et des pluies en juillet. Mais le niveau de sécheresse de la végétation commence à monter* », explique le forestier. Le massif de l'Arbois fait partie de sa zone de patrouille, selon un quadrillage de l'Office national des forêts (ONF), l'un des piliers de la défense des forêts contre les incendies (DFCI), activée pendant la saison estivale. Un dispositif bien particulier, le seul de l'ONF à être financé par le ministère de l'Agriculture, dans le cadre d'une mission d'intérêt général.

Chaque jour, de 11 heures à 19 heures, parfois plus tard si le préfet l'estime nécessaire, une quarantaine d'agents de l'ONF sont donc mobilisés. Ils scrutent les massifs, sillonnent le département pour intervenir sur les feux naissants, sensibilisent les usagers, et même, pour les fonctionnaires assermentés de la « police de la forêt », verbalisent les contrevenants.

Au cœur du dispositif, le PC forêt : « *Dans la "bulle" comme nous l'appelons, un pompier et un forestier assurent la coordination et la gestion de l'envoi des moyens de lutte contre les feux de forêt, en liaison radio avec les patrouilles et les vigies* », explique Laurent Velasco, responsable de la DFCI dans le département. Ce poste de commandement, actif depuis 2017, est hébergé par le centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (Codis), qui coordonne le service départemental d'incendie et de secours (Sdis).

L'HUMAIN, À L'ORIGINE DE 90 % DES DÉPARTS DE FEUX

Si le Sdis reste décisionnaire en matière de feux, les forestiers sont écoutés. Jérémy Talle, chef d'équipe de la vigie de Figuerolles, souligne leur rôle de « *premier maillon de la chaine* » : « *Si on est là, c'est qu'on est efficaces, sinon ils ne nous garderaient pas !* » Avec Alan Lopez, il est de surveillance à la vigie, tandis que Jérémy Mereu et Samuel Gimat parcourent le secteur dans l'un des deux pick-up équipés de citernes. Au nombre de 24, ces tourelles plus ou moins camouflées dans le paysage accueillent deux forestiers qui surveillent leur secteur. Deux sont uniquement équipées de caméras.

« J'ai grandi dans ces massifs. Dès qu'il y a quelque chose qui change, qui n'était pas là la veille, je le remarque aussitôt. »

JÉRÉMY TALLE, CHEF D'ÉQUIPE DE LA VIGIE DE FIGUEROLLES

À plus de 90 %, les incendies de forêt sont d'origine humaine. Dans ce contexte, la prévention et la sensibilisation sont









REPORTAGE

Les agents de l'ONF sillonnent les Bouches-du-Rhône afin de sensibiliser, de verbaliser ou d'intervenir.

essentielles, mais la surveillance l'est tout autant. Jérémy Talle et son équipe font partie des patrouilles forestières de première intervention de l'ONF (APFM), mais en contrat de droit privé – résultat des coupes d'effectifs drastiques depuis 2018. Ils sont 33 à temps plein dans les Bouches-du-Rhône, quelque 170 à l'échelle de l'arc méditerranéen. Hors saison, lorsque la DFCI n'est pas active, ces agents débroussaillent, entretiennent les pistes et les points d'eau. Un travail tout aussi essentiel pour permettre la circulation des équipes d'intervention et ralentir la propagation des feux. La lutte contre les incendies se prépare toute l'année.

« J'ai grandi dans ces massifs. Dès qu'il y a quelque chose qui change, qui n'était pas là la veille, je le remarque aussitôt », raconte Jérémy Talle, le regard fixé sur cet horizon qu'il connait par cœur à la recherche de fumée, à l'œil nu ou à l'aide de jumelles longue portée. Blanches, grises, noires, marron… elles peuvent provenir d'un départ de feu aussi bien que d'une des nombreuses usines du secteur, d'un bateau sur le canal en contrebas ou de personnes en train de brûler leurs déchets verts – une pratique interdite. Les travaux sont également réglementés à moins de 200 mètres des massifs. Dans la vigie, la carte du secteur est fixée en biais sur la table, face à la baie vitrée.

Elle est orientée de façon à coïncider avec les 180 degrés à surveiller. Alan Lopez explique le processus : *« Avec le fil plombé, on estime la direction, et la distance à l'aide des points de repère sur les secteurs matérialisés sur la carte. »* Les agents communiquent ensuite le type de fumée, son intensité et sa localisation au PC forêt, qui décide de la marche à suivre. S'ils adviennent le plus souvent en bord de route du fait des mégots, près des lotissements ou sur des sites de passage, les origines des feux sont multiples : *« Même au bout de dix ans, je suis encore surpris*, explique Jérémy Mereu. *Le plus difficile, c'est lorsque l'orage frappe en plein massif, qu'il n'y a pas d'accès pour les pompiers. »*

Les 600 litres des citernes des pick-up ne permettent de tenir que quelques minutes. Elles sont uniquement destinées aux feux naissants, soit en parvenant à les éteindre soit pour les contenir en attendant les renforts du Sdis. *« Même quelques minutes face au feu, c'est très long. Cinq minutes, c'est quinze en ressenti*, explique Jérémy Mereu. *Et la quantité d'eau nécessaire par rapport au temps de feu est exponentielle. »* Un combat où *« chaque minute compte »* pour éviter que l'incendie ne devienne un mégafeu. La patrouille rend compte et, dès l'arrivée des pompiers, redevient mobile. S'ajoutent à cette surveillance les moyens aériens, répartis selon les risques par une entité suprarégionale, la zone de défense sud : les Canadair, les *« pélicans »* dans le jargon, et les Dash 8, qui larguent les produits retardant les flammes. Outre leurs interventions en cas d'incendie, ils patrouillent depuis les airs.

UN PARAMÈTRE FORT DANS LA RÉGION : LE MISTRAL

Les journées de la DFCI sont balisées par les annonces météo à 11 heures, 14 heures et 18 heures. L'ONF travaille aussi en lien avec Météo-France, car certaines conditions sont particulièrement propices aux incendies, explique Jérémy Talle : *« Les trois 30, c'est le cocktail explosif : une température de minimum 30 degrés, un vent à plus de 30 km/h, un taux d'humidité dans l'air inférieur à 30 %. »* Avec un paramètre fort dans la région : le mistral. En plus de propager les brasiers, il peut coucher une fumée, la rendre difficilement détectable de l'autre côté d'un versant. Cette année, il a relativement peu soufflé. *« Nous n'avons pas eu de gros incendie pour l'instant »*, précise Jérémy Mereu.

Pour assurer une parfaite anticipation, l'ONF réalise en outre, chaque semaine, des prélèvements sur les végétaux pour affiner l'évaluation des risques. *« Les critères de définition du risque reposent sur un modèle météorologique robuste, mais le facteur végétation permet d'affiner l'analyse »*, détaille Laurent Velasco, tandis que Jean-Marc Mascré, assistant forestier, prélève des branches de l'année – le bois mort étant plus sensible à l'humidité ambiante.

Les échantillons de romarin, une espèce réactive à la sécheresse, et de chêne kermès, espèce emblématique des garrigues, sont pesés, déshydratés pendant 24 heures dans une étuve, puis pesés à nouveau. Un protocole mis en place dans les années 1990 avec l'Institut national de la recherche agronomique (Inra, aujourd'hui Inrae). Les données collectées sont communiquées notamment à l'Inrae, à Météo-France et au ministère de tutelle, comparées ensuite par zones mais aussi d'une année à l'autre : *« Un signe complémentaire qui permet de comprendre, sur du plus long terme, le comportement de la végétation »*, souligne Laurent Velasco. Le 22 juillet, la Terre a connu sa journée la plus chaude jamais enregistrée, selon l'institut Copernicus. À l'heure du réchauffement climatique, ces connaissances pourraient bien s'avérer essentielles. ■

JESSICA STEPHAN

REPORTAGE PHOTO : DORIAN D'AMORE

« Nous ne devons pas miser sur la chance »

L'année 2022 avait établi un triste record des incendies en France, amenant le président de la République à prendre des engagements financiers et humains. Pour **Sébastien Delavoux**, de la CGT des sapeurs-pompiers, les moyens ne sont toujours pas à la hauteur.

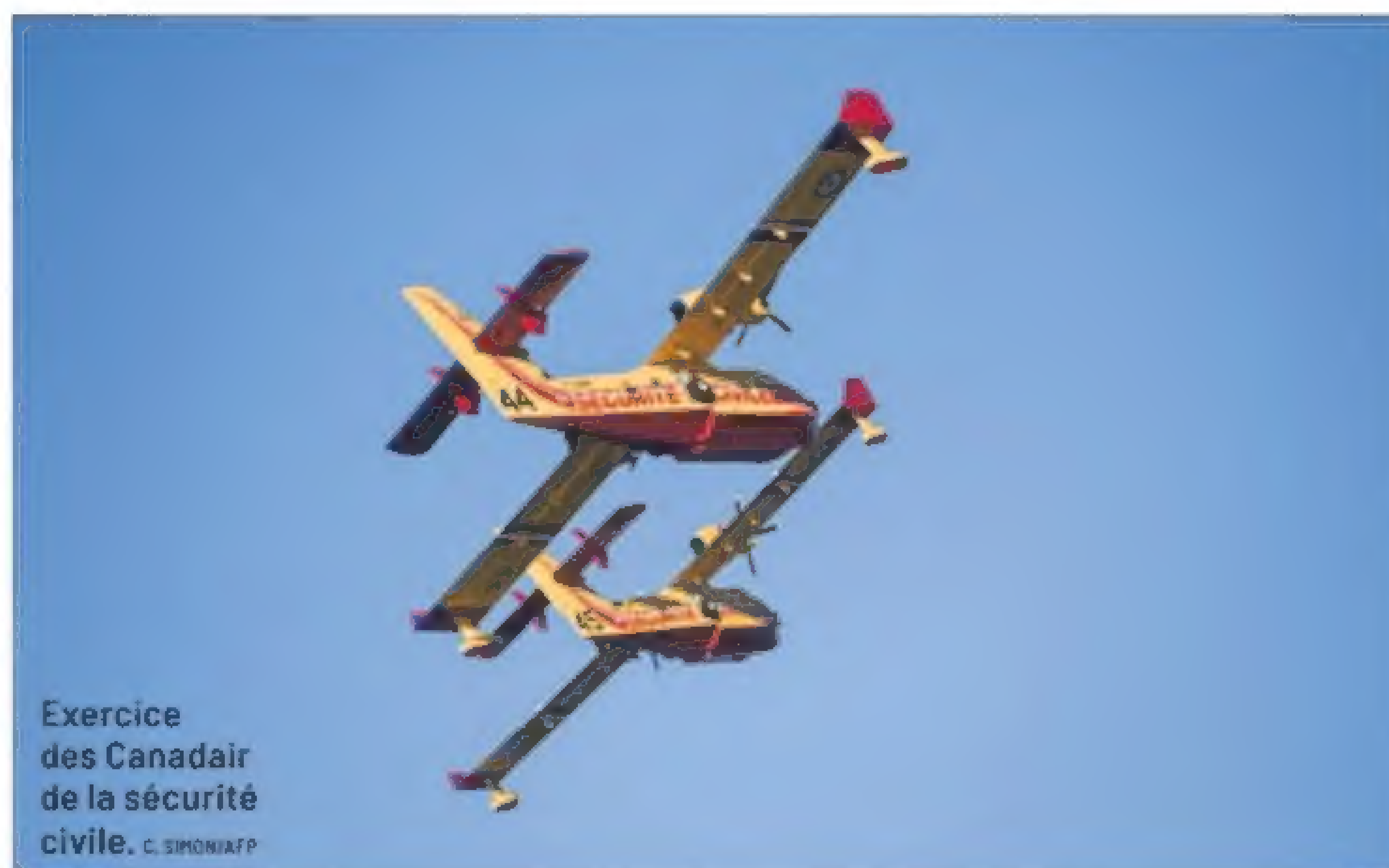
ENTRETIEN

Que reste-t-il aujourd'hui des promesses faites par Emmanuel Macron en 2022 ?

Nous n'avons toujours pas l'affirmation concrète que quelqu'un produit des avions supplémentaires. Dans le cadre des 10 milliards d'euros d'économies, la ligne budgétaire pour les commandes de Canadair a été supprimée pour 2024. Nous sommes au même nombre d'appareils qu'en 2022. Personne actuellement n'en produit de nouveaux et si quelqu'un s'y mettait maintenant, ils ne seraient disponibles qu'à l'horizon 2030… Quant à l'idée de flotte européenne, il existait un projet belge de construction d'avions bombardiers d'eau. Les Belges cherchaient un site pour fabriquer la chaine de production, mais le projet a avorté. Un projet italien existe également, mais n'arrive pas à obtenir de garantie financière. Nous avons donc toujours 12 Canadair, 8 Dash et des problèmes de maintenance. Certaines semaines cet été, seuls 2 Canadair pouvaient voler.


GUILLAUME CLÉMENT

SÉBASTIEN DELAVOUX
Animateur du collectif CGT des Sdis (services départementaux d'incendie et de secours).


Exercice des Canadair de la sécurité civile. C. SIMON/AFP

Qu'en est-il des camions-citernes ?

De l'argent a effectivement été mobilisé pour des CCF (camions-citernes feux de forêt). Les premières unités vont bientôt arriver. C'est compliqué à fabriquer, ça prend du temps à être livré. La première vraie commande passée en 2023 arrivera plutôt à la rentrée. Tout cela s'étale jusqu'à 2027. En 2005, nous possédions 4 942 camions-citernes. Au plus haut, en 2006, nous en étions à 4 980 CCF. En 2020, nous n'en avions plus que 3 684. Une perte de quasiment 1 300 engins. Des commandes en 2021 ont fait remonter ce chiffre. En 2022, nous possédions 3 810 CCF. Ce qui ne veut pas dire qu'ils sont tous en bon état. Plus ils sont récents, plus ils sont faciles à entretenir. Ces camions subissent de grosses contraintes. Ils franchissent des fossés, des montagnes grâce à leurs châssis semi-rigides, qui peuvent se tordre… Les engins neufs qui arrivent aujourd'hui viennent souvent remplacer les plus anciens. On rajeunit d'abord et on étoffe un peu. Il faudra vraisemblablement attendre 2025 pour voir significativement les effets de la commande de ce millier de camions neufs.

Et au niveau de la prévention ?

La météo de la forêt a bien été mise en place. On peut voir à la télé ou entendre à la radio qu'il faut se renseigner sur les massifs, consulter les cartes interactives. Mais le renouvellement de la végétation pose problème. Je lis que la mortalité des forêts a augmenté de 54 %. C'est très mauvais signe. Concernant les effectifs des pompiers, nous contestons déjà le fait qu'il y ait 200 000 pompiers volontaires. Heureusement, il n'y a pas eu d'incendies pendant les jeux Olympiques. Nous avons dû envoyer 2 Canadair en Bulgarie et notre flotte aérienne était particulièrement réduite à cause des problèmes d'entretien. Mais notre boulot, c'est l'anticipation. Nous ne devons pas miser sur la chance. On l'a vu en 2022, tous les engins alors à disposition ont été sortis. On ne pouvait pas plus. Tout le monde semble l'avoir découvert à ce moment-là, mais les limites du dispositif étaient déjà apparues en 2017 et en 2019.

Emmanuel Macron avait assuré en 2022 œuvrer à un *« réarmement puissant »*. Qu'en est-il réellement des effectifs aujourd'hui ?

Côté pompiers professionnels, l'effectif de 43 000 n'a pas varié. Quant aux pompiers volontaires, si le nombre est maintenu, c'est le mieux que nous puissions obtenir. Seulement, nous parlons de chiffres. Or, il faudrait que ces volontaires soient des gens formés et disponibles. Si nous récupérons 10 000 volontaires supplémentaires mais que ces jeunes sont tous partis faire les saisons, cela signifie qu'ils ne sont pas libres. S'ils sont disponibles et qu'ils ne sont formés que pour les ambulances, ils ne peuvent pas intervenir en feu de forêt, c'est trop dangereux. En présence de gros incendies, on misera encore sur l'existence de gens surengagés, qui vont oublier leur santé. Je rappelle que nous n'avons toujours pas de protection respiratoire pour les personnels qu'on envoie éteindre les feux de forêt. Nos maladies ne sont toujours pas reconnues. Le président de la République a dit qu'il allait agir sur tous les leviers. Or, il faut mettre plus de moyens, et notre système doit évoluer. Nous préconisons une réserve, comme celle de la gendarmerie, pour venir renforcer les sapeurs-pompiers professionnels, qui doivent rester la colonne vertébrale du système.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR KAREEN JANSELME

Dans le cercle vicieux du réchauffement climatique

Des incendies plus nombreux, à l'origine de dégâts plus importants, qui sortent de leur zone habituelle, telle est la perspective d'ici à 2030, selon une étude récente de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

Le réchauffement climatique va entrainer la hausse du nombre de feux de forêt et de leur intensité, met en garde une récente étude de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae). Les incendies *« qui concernent des surfaces importantes (plus de 20 ha) – historiquement concentrées sur le pourtour méditerranéen et la Corse, la Gironde, les Landes et le Lot-et-Garonne – vont s'étendre à de nouvelles régions dans les années à venir »*, prévient-elle. La taille des surfaces brûlées va augmenter et les périodes à risque vont s'allonger dans tous les territoires concernés, selon les modélisations réalisées à partir de la situation actuelle. *« Globalement, l'intensification des feux de plus de 20 ha pourrait même aboutir à la réunion des trois zones à risque historiques : Sud-Est, comprenant le pourtour méditerranéen et la Corse, Sud-Ouest et Centre-Ouest pourraient ne faire qu'une d'ici à 2090. »*

L'Inrae a cherché à calculer plus précisément cet impact du réchauffement sur les deux zones les plus affectées par les feux de forêt, le Sud-Est et le Sud-Ouest. La première va être confrontée à *« une hausse de l'activité moyenne des feux dès 2030, de + 13 à + 22 % »*, avec une *« accentuation de ces tendances à horizon 2050, de + 34 à + 67 % »*. Le nombre de grands feux va lui *« passer de 7 à 10 par an en 2050, et jusqu'à 20 feux par an en 2090 si les émissions continuent d'augmenter »*. Bien que moins exposée, la zone Sud-Ouest est aussi concernée par ces évolutions. La part de son territoire en risque d'incendie va augmenter de 50 % d'ici à 2050 et de nouveau de 110 % d'ici à 2090 en cas de non-respect de la trajectoire carbone. La saison des feux va y passer de 176 jours entre 2001 et 2020 à 226 d'ici à 2050.

Cet accroissement du risque de feux de forêt aura bien sûr des conséquences sur l'organisation des secours. *« Les services de la prévention et de lutte contre les incendies vont devoir agir sur des zones plus étendues. Ils vont devoir aussi faire face à des saisons de feu plus longues, ce qui induira de la fatigue et de l'usure. Enfin, ils vont être confrontés à davantage de foyers concomitants, ce qui va les conduire à disperser les moyens »*, alerte l'auteur de l'étude, l'ingénieur François Pimont, en appelant à une meilleure anticipation de ces évolutions.

L'ampleur de la menace dépendra des efforts réalisés pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

Le scénario du pire n'est néanmoins pas inéluctable. Si l'augmentation globale de la menace incendie est inévitable, son ampleur dépendra des efforts réalisés pour contenir le réchauffement climatique. Dans le Sud-Est par exemple, le nombre d'incendies de plus de 100 hectares passerait de 7 par an entre 2001 et 2021 à 9 en 2090 si le réchauffement est contenu sous les 2 °C, mais à 20 par an en cas de hausse des températures supérieure à 4 °C. Cette différence *« souligne l'importance de la mise en œuvre des scénarios de réduction d'émissions au niveau global, les impacts augmentant de manière exponentielle avec les degrés de réchauffement »*, rappelle l'Inrae. Un appel à mettre un terme à ce cercle vicieux mortifère où le réchauffement accroit les feux de forêt, qui à leur tour l'alimentent en générant des gaz à effet de serre.

CAMILLE BAUER



Dans le Sud-Ouest, la saison des feux pourraient passer de 176 jours entre 2001 et 2020 à 226 d'ici à 2050. PASCAL GUYOT/ AFP

Athènes sous la menace des flammes

Des centaines de pompiers luttaient encore ce lundi contre un feu de forêt dévastateur dans l'Attique, au nord de la capitale.

Des flammes de 25 mètres de haut, un front d'une superficie de 30 kilomètres… Les pompiers grecs, par centaines, combattaient toujours ce lundi l'incendie de forêt qui ravage, depuis dimanche, de vastes zones au nord d'Athènes et menace désormais la capitale grecque. Le feu, qui a pris dans les environs de Varnávas – à 35 kilomètres au nord d'Athènes –, ne cesse de progresser malgré le dispositif mis en place pour le combattre : 670 pompiers et 183 véhicules ont été déployés, appuyés par 32 avions qui survolent en permanence la zone, a précisé le ministre de la Protection civile Vassilis Kikilias. *« Les vents forts l'ont propagé en un clin d'œil, créant un comportement extrême »*, a déclaré dimanche Vassilis Vathrakogiannis, porte-parole des soldats du feu grecs.

PLUSIEURS PERSONNES HOSPITALISÉES

Dans la foulée de l'évacuation de la ville de Marathon, les autorités ont ordonné la mise à l'abri de milliers d'habitants de la banlieue nord d'Athènes. Le stade olympique Oaka a été mis à disposition pour accueillir les sinistrés. *« On a été réveillés plusieurs fois cette nuit entre 4 et 5 heures du matin par une alerte sur nos téléphones nous intimant de quitter les zones les plus affectées*, témoigne pour l'*Humanité* Lorraine, touriste écossaise de passage à Athènes. *Nous sommes maintenant dans un autre hôtel, près de Vouliagmeni (à 20 kilomètres au sud d'Athènes – NDLR), et l'air est épais de fumée. Ici, il y a un panneau indiquant que les nourrissons, les personnes âgées et les personnes souffrant de problèmes respiratoires doivent rester à l'intérieur pendant les douze prochaines heures. »* Selon un bilan encore provisoire, huit personnes ont été hospitalisées, intoxiquées par les fumées et présentant des troubles respiratoires.

Face à l'urgence, le premier ministre conservateur Kyriakos Mitsotakis a interrompu ses congés. Sur les réseaux sociaux, certains internautes pointent la responsabilité de son gouvernement. *« De nombreuses promesses de plans pour prévenir les incendies et les destructions ne sont pas matérialisées ou alors ont été confiées à la responsabilité de communes pauvres, à la place des pouvoirs publics »*, reproche ainsi la journaliste Lily Mcbak. Rendus plus puissants et plus fréquents par le réchauffement, ces incendies touchent la Grèce presque chaque année et la moitié du pays demeure soumise, au moins jusqu'au 15 août, à un risque élevé, précise le ministère de la Protection civile. En cause, un cocktail détonnant : des vents de plus de 50 km/h, un mercure proche des 37 degrés et une sécheresse gravissime des sols. Cette année, la Grèce a enregistré le triste record du mois de juin le plus chaud de son histoire.

LOUIS DEROO

«La beauté, c'est l'harmonie du hasard et du bien.» Simone Weil

LA FEMME DU JOUR



Marion Rousse

Après le succès populaire et médiatique des deux premières éditions, Marion Rousse, directrice du Tour de France Femmes, repart sur les routes pour une Grande Boucle qui s'annonce exceptionnelle. Pour la première fois, l'épreuve s'est élancée, ce lundi, depuis l'étranger, à Rotterdam (Pays-Bas), six mètres en dessous du niveau de la mer, à destination du sommet de l'Alpe-d'Huez, étape la plus difficile (4 000 mètres de dénivelé positif) jamais proposée par les organisateurs, que les 154 coureuses atteindront dimanche. *« Nous sommes retransmis dans 190 pays. C'est du jamais-vu »*, souligne la championne de France sur route 2012, qui fêtera ses 33 ans le 17 août. En raison de l'engouement, la patronne du Tour a déjà annoncé que la compétition se déroulera sur neuf jours l'année prochaine.

NICOLAS GUILLERMIN

MÉDIATOC

Panique au *Figaro*

Dans un billet d'humeur, *le Figaro* épingle l'artiste Yseult, taxée de *« chanteuse ultrawoke »*, à la suite de sa prestation lors de la cérémonie de clôture des JO. Femme, noire, engagée contre le sexisme et la grossophobie, Yseult a de quoi donner des sueurs froides aux éditorialistes du média de la famille Dassault.



COUP DE PROJECTEUR

800 km à vélo pour le climat

Depuis le 12 juillet, une dizaine de jeunes de quartiers populaires réalisent un périple à bicyclette, de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) à Marseille (Bouches-du-Rhône). Soutenu par l'association Banlieues Climat, l'objectif de ce voyage est de sensibiliser au dérèglement climatique en rencontrant des paysans et des acteurs de l'écologie.

L'œil de Babouse



LA BONNE NOUVELLE À Pompéi, le quotidien des Romains s'éclaire un peu plus

De récentes fouilles archéologiques à Pompéi ont mis au jour les restes de deux victimes (un homme et une femme) de l'éruption du Vésuve en 79 après J.-C. La découverte éclaire sur la fin dramatique de ces personnes, coincées dans une petite pièce utilisée comme chambre. La femme a été retrouvée sur un lit, avec des pièces d'or, d'argent et de bronze, et quelques bijoux, dont des boucles d'oreilles et des perles. Les empreintes dans la cendre ont permis de reconstituer le mobilier, qui comprenait, outre un lit, un candélabre en bronze et une table à plateau de marbre, avec des objets en bronze, en verre et en céramique encore en place. *« Cette découverte nous permet de récupérer une quantité considérable de données sur la vie quotidienne des anciens Pompéiens et les microhistoires de certains d'entre eux »*, a déclaré le directeur de la cité antique, Gabriel Zuchtriegel. Cette trouvaille survient dans le cadre de vastes recherches visant à assurer la sécurité et la protection des chantiers de fouilles du site.

MAËL GALISSON

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Festival Du 14 au 17 août, le plus grand rassemblement dédié aux arts de la rue invite à une fête qui ne renonce pas à la quête de sens. Aurillac (Cantal) devient un lieu où bouillonnent les questionnements du temps et les publics les plus variés. Découvrez les 20 spectacles de la sélection officielle et le programme complet incluant les 600 compagnies de passage du « off ».

Chômage Très attendus, les derniers chiffres de l'Insee sur le chômage ont surpris bon nombre d'observateurs et fait la joie du ministre de l'Économie. La France compte donc officiellement 40 000 chômeurs de moins. Mais que se cache-t-il vraiment derrière cette baisse du chômage ? La réponse va vous surprendre.

LE BILLET DE MAURICE ULRICH



On peut les saluer

Au Bangladesh, la police a repris le travail. Après le départ précipité de la première ministre Sheikh Hasina face au soulèvement de la jeunesse, nombre de policiers suspects d'avoir participé à la répression violente de l'insurrection, avec au minimum 450 morts, avaient choisi de faire profil bas, voire de disparaître de l'espace public. Non sans conséquences : évasions de détenus, violences interconfessionnelles. Entre-temps, les insurgées et insurgés ont voulu faire face, jusqu'à régler la circulation, s'opposer à des destructions ou à des pillages, nettoyer la ville. L'envoyée spéciale du *Monde* à Dacca en témoignait dimanche, citant un des responsables du Mouvement des étudiants contre la discrimination (Students Againts Discrimination), à l'origine de la mobilisation : *« La police a tourné le dos au peuple, alors les étudiants ont pris les choses en main et cela montre qu'ils sont responsables. »* Deux d'entre eux ont d'ailleurs intégré le gouvernement intérimaire conduit par le prix Nobel de la paix Muhammad Yunus. D'ici, on peut les saluer, aussi.

C'EST UN MONDE

Déforestation en hausse en Amazonie brésilienne

La déforestation en Amazonie brésilienne a augmenté en juillet, pour la première fois depuis quinze mois. C'est un revers pour le gouvernement du président Luiz Inacio Lula da Silva, même si la tendance de fond reste à une forte baisse. La surface dévastée dans la plus grande forêt tropicale de la planète a atteint 666 km² le mois passé, en hausse de 33 % par rapport aux 500 km² détruits en juillet 2023, selon des données officielles publiées le 7 août. La chute spectaculaire du déboisement dans la plus grande forêt tropicale de la planète est l'un des points forts du bilan du président de gauche depuis son retour au pouvoir, alors que le phénomène avait bondi sous son prédécesseur d'extrême droite Jair Bolsonaro. Cette déforestation est liée à l'expansion agricole et à l'exploitation minière illégale.

Gauche, que veux-tu faire de ces jeux Olympiques ?

NOUVEAU FRONT POPULAIRE Entre analyse critique et respect absolu de ce moment de cohésion nationale, les forces progressistes s'interrogent sur les suites politiques des JO Paris 2024.



Anne Hidalgo, maire de Paris, lors de la cérémonie de clôture, le 11 août, à Saint-Denis. PHIL NOBLE / REUTERS

La flamme s'est éteinte, mais reste une lueur. Après de longues semaines de crises (politique, géopolitique, agricole) et de fatigue généralisée, la France a découvert la possibilité d'une île, d'un répit. En deux semaines, par l'organisation et l'accueil de jeux Olympiques à Paris, elle a réappris à s'aimer, à se retrouver. *« C'est pas complètement foutu, on peut être ensemble et heureux ensemble !* s'est félicitée Anne Hidalgo, la maire socialiste de la ville. *Le message de l'extrême droite est écrabouillé par ces Jeux.* » Ce soulagement intense, d'autant plus fort que le Rassemblement national (RN) menaçait d'accéder au pouvoir, ne doit cependant pas faire oublier certains aspects peu reluisants de ces JO. Nettoyage social, dégâts sur l'environnement, exploitation des travailleurs… C'est d'ailleurs pour *« examiner avec la plus grande précision à quel prix et dans quelles conditions un événement de cette ampleur est organisé »* que la France insoumise a annoncé la mise en place d'une *« commission d'enquête populaire »* menée par ses parlementaires. Ses conclusions sont annoncées pour la mi-septembre. Entre joie et devoir critique, le Nouveau Front populaire peut-il tracer un chemin politique en se tenant sur ses deux jambes ?

Adjoint à la maire de Paris et responsable de la commission sport du PCF, Nicolas Bonnet-Oulaldj fait partie de l'aventure Paris 2024 depuis dix ans. En 2014, au Conseil de Paris, il était l'un des premiers à évoquer les bénéfices à espérer de l'accueil des Jeux à Paris. Trois ans plus tard, il était de la délégation à Lima, au Pérou, qui a obtenu du Comité international olympique la désignation tant attendue. *« Paris a été une grande fête populaire, c'est la première chose à retenir*, estime-t-il. *On savait que le résultat serait celui-là : le retour des jours heureux et de l'idéal de paix.* » Car selon lui, avant de se frotter à un travail d'inventaire nécessaire, il est important de relever les progrès obtenus par ces Jeux. Et urgent, pour la gauche, de les revendiquer. *« Tous les succès constatés sont issus de nos combats*, poursuit-il. *La cérémonie d'ouverture a été portée par des valeurs de gauche, la Seine va être rendue baignable, une charte sociale a été signée pour la première fois pour protéger les travailleurs des chantiers des JOP, la parité a été respectée, un travail de fond a été mené contre les violences sexistes et sexuelles… On doit être fier de tout cela. Ce sont nos Jeux ! »*

Un avis que partage l'eurodéputée Chloé Ridel, porte-parole du PS, selon qui *« la première leçon à tirer »*, pour la gauche, est *« celle de l'unité »*. *« J'ai encore en tête le tableau, lors de la cérémonie d'ouverture, partagé par Aya Nakamura et la garde républicaine*, évoque-t-elle. *Ce moment a montré que ce que nous présentons comme souhaitable est possible. Notre objectif doit être celui de réunir les France montrées bien trop souvent, et à tort, comme irréconciliables.* » Oui, mais comment ? *« Ces Jeux ont montré qu'un patriotisme inclusif est réalisable*, juge-t-elle, reprenant le concept développé par le politologue Yascha Mounk, auteur de l'essai *le Peuple contre la démocratie*. *Mais pour cela, il faut trouver des marqueurs qui rassemblent. Se réapproprier le sport comme sujet politique peut être une voie pour y parvenir.* »

Pour cela, Nicolas Bonnet-Oulaldj milite pour que les parties prenantes du NFP s'engagent dans une politique de promotion du sport, *« vecteur d'épanouissement, de* ■■■

fraternité et de lien social ». « *Nous ne devons pas bouder le sport, mais le porter*, tranche-t-il. *En cohérence avec nos engagements pour des services publics forts, nous devons brandir la nécessité, pour le pays, que l'État investisse massivement dans le sport à l'école, les clubs amateurs, le haut niveau, et les équipements sportifs du quotidien. Nous avons trop longtemps abandonné ce combat.* »

UN ACCÈS INÉGAL AUX ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Aurélie Trouvé, députée FI de Seine-Saint-Denis et responsable de la commission d'enquête populaire sur les « implications sociales, économiques et écologiques des JOP 2024 », confirme : « *Nos travaux doivent justement permettre de dresser des perspectives à partir d'un véritable bilan sur le soi-disant "héritage" des Jeux. Le but est d'être constructif, pas rabat-joie.* » Si celle-ci entend tirer au clair plusieurs sujets liés à l'accueil des jeux Olympiques, de l'expulsion d'un grand nombre de personnes, notamment d'hébergements d'urgence, aux conséquences à redouter sur le bon fonctionnement des services publics sur le long terme, notamment par la surmobilisation des policiers en période estivale, la question de l'accès au sport doit être un axe majeur des travaux. « *Le gouvernement communique sur le fait que les Jeux permettraient à beaucoup de bénéficier d'infrastructures*, ajoute-t-elle. *Or, dans mon département, même après les JO, on a toujours quatre fois moins d'équipements sportifs par habitant qu'ailleurs. Et par manque de moyens permettant d'avoir un nombre suffisant d'encadrants ou d'espaces, beaucoup d'enfants ne peuvent accéder à certains sports : les places sont comptées, notamment en gymnastique, en danse ou en natation... Tandis que d'autres familles n'ont tout simplement pas les moyens de payer une inscription dans un club.* »

Selon Aminata Niakiaté, porte-parole des Écologistes, les « *émotions positives* » provoquées par les JO ne doivent pas détourner la gauche de son devoir de contrôle. « *Cette parenthèse refermée, la réalité est de retour*, souffle-t-elle. *Ces JO ont eu un coût économique et environnemental conséquent. Ils ont aggravé la dette de la ville, ils ont eu un impact sur les espaces boisés de la ville... Si nous ne faisons pas de travail critique pour rectifier le tir, les citoyens le paieront tôt ou tard.* »

En 2030, la France doit accueillir d'autres jeux Olympiques, d'hiver cette fois. Ce qui finit de convaincre l'écologiste de la nécessité de cette démarche critique. « *Nous devons dessiner des pistes d'amélioration pour de meilleurs JO pour en faire un événement sobre*, projette-t-elle. *En préservant la ressource en eau, en se penchant sur la question des transports, en respectant les populations, en s'entourant d'entreprises issues de l'économie sociale et solidaire plutôt que de Coca ou LVMH... Nous ne sommes pas anti-JO, mais pour de meilleurs JO.* » Joyeux et vertueux.

ANTHONY CORTES

Champion du déni, Macron face à la fin de sa « trêve »

Les Jeux désormais terminés, le chef de l'État se retrouve à nouveau devant la crise politique qu'il a lui-même déclenchée. Il n'a toujours pas nommé de premier ministre en remplacement de Gabriel Attal, démissionnaire, et la gauche remet la pression.

Non, la France n'a pas 16 mais 17 titres olympiques. Seulement, il y a une breloque, peu prestigieuse, que ne prend pas en compte le tableau des médailles de Paris 2024. Aux côtés de Léon Marchand, Cassandre Beaugrand, Pauline Ferrand-Prévot ou encore Teddy Riner, pourrait figurer Emmanuel Macron, champion olympique de la récupération et du déni. Dimanche, les Jeux se sont achevés et le chef de l'État, hué à chacune de ses apparitions, ne peut plus feindre d'ignorer le paysage politique du pays. La « *trêve* », unilatéralement décrétée le 23 juillet par l'Élysée, prend fin de fait, puisqu'il n'y a plus, jusqu'aux Paralympiques, aucun athlète à cajoler devant les caméras.

Cinq semaines après la déroute de son camp aux législatives et vingt-huit jours après la démission du gouvernement de Gabriel Attal, Emmanuel Macron n'a toujours pas nommé de premier ministre. Une situation ubuesque qui ne l'empêche pas d'être comme en lévitation. Et il ne semble pas pressé de retourner sur terre. En témoigne l'interview que le président de la République a accordée à *l'Équipe*, qui n'échappe pas aux poncifs macronistes.

« *Il y a un perdant : c'est l'esprit de défaite*, avance-t-il. *Tous ceux qui nous expliquaient, depuis sept ans, que c'était fou d'accueillir les JO.* » Comme si la réussite des Jeux était sa victoire personnelle. Sans l'expliciter clairement, le chef de l'État veut voir dans cet événement mondial une inspiration pour solder la crise politique qu'il a lui-même provoquée en dissolvant l'Assemblée nationale à la mi-juin. « *Beaucoup de gens disaient : "C'est terrible, ça va gâcher les Jeux." Cela les a-t-il gâchés ? Non* », fanfaronne-t-il, précisant qu'il était « *plus responsable de clarifier* » la situation avant le rendez-vous olympique. Un entretien dans lequel il n'oublie pas de glisser une allusion à ses desseins de grande coalition du « bloc central », malgré l'absence de majorité absolue au Palais Bourbon : « *Quand on a des objectifs communs, quand on travaille ensemble, rien n'est insurmontable.* » Comprendre : la crise, c'est les autres.

Le président ne semble pas pressé de retourner sur terre.

La quinzaine olympique a surtout permis à Emmanuel Macron de peaufiner, sous le soleil de Brégançon (Var), son plan, bâti pour éviter de perdre la main. Comment sauver la face ? Nommer à Matignon une personnalité qui donne l'allure d'une cohabitation sans en être une ? L'Élysée a laissé, ces dernières semaines, filtrer quelques noms pour remplacer Gabriel Attal, avec qui « *la rupture est consommée* » nous apprend *le Parisien*. Hormis l'ex-socialiste Bernard Cazeneuve, tous des hommes venus de la droite : le président de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, l'ancien commissaire européen Michel Barnier, l'ex-ministre Jean-Louis Borloo... Avec les Jeux, Emmanuel Macron n'a, en revanche, pas réussi à faire disparaitre l'hypothèse Lucie Castets. À peine la flamme éteinte, la candidate du Nouveau Front populaire (NFP) pour Matignon s'est manifestée, ce lundi, pour accentuer la pression sur Jupiter. « *Nous nous portons garant (d'un) changement de pratique* », a-t-elle écrit dans une lettre adressée aux parlementaires hors RN. Des élus à qui elle redit qu'il lui sera « *nécessaire de convaincre au-delà des rangs du NFP pour construire des majorités parlementaires* ». D'après *le Monde*, le nom du futur premier ministre pourrait être annoncé la semaine prochaine. À moins qu'Emmanuel Macron ne déclare une nouvelle trêve.

EMILIO MESLET

EN LUTTE



MOINS DE JEUNES CHÔMEURS

Avec 13 % au niveau mondial, le taux de chômage des 15 à 24 ans était en 2023 le plus bas depuis quinze ans, selon l'OIT. Un cinquième d'entre eux demeurent cependant sans emploi ni en formation. Et plus de la moitié occupent des emplois informels.

SECOUSSE EN LIGUE 2

Pour la reprise de la Ligue 2, vendredi, les groupes de supporteurs prévoient une « *grève reconductible de toutes leurs activités d'animation en tribune* ». Ils s'opposent à la programmation des matchs les vendredis voulue par la LFP et le diffuseur beIN Sports.

CASSE SOCIALE CHEZ STELLANTIS

Stellantis, constructeur automobile mondial, a annoncé le licenciement de 2 450 personnes sur son site de Warren (Michigan) après l'arrêt de la production de son véhicule Ram 1500 Classic. Une décision qui prendra effet à compter du 8 octobre.

Les Duralex voient enfin le verre à moitié plein

COOPÉRATIVE Depuis l'officialisation de la reprise de la verrerie en Scop, le moral est au beau fixe chez les ouvriers, malgré quelques doutes.

REPORTAGE



Suliman El Moussaoui, délégué syndical CFDT, est fier du « travail d'équipe » qui a permis de sauver l'usine du Loiret.

La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret), envoyé spécial.

« C*'était maintenant ou jamais pour nous.* » Ces mots du délégué syndical CFDT Suliman El Moussaoui résument l'esprit qui prévalait parmi les salariés avant la décision du tribunal de commerce d'Orléans. L'offre de société coopérative de production (Scop) semblait pour beaucoup de ces ouvriers être non seulement la solution pour sauver la verrerie française culte, mais aussi l'occasion de travailler d'une nouvelle manière, en dirigeant la société. Dix-huit jours après l'officialisation de cette reprise, l'optimisme est le maître mot à l'usine Duralex de La Chapelle-Saint-Mesmin (Loiret).

Dans son bureau, le directeur général François Marciano se souvient de la discussion avec le délégué CFDT où l'idée de Scop a été évoquée pour la première fois. « *Je suis allé voir un repreneur potentiel dans le 16e arrondissement parisien. Quand il m'a présenté son offre qui incluait des coupes de personnel, ça m'a déjà fait tiquer.* » Selon lui, le personnel en place a été dimensionné à la taille de l'entreprise, « *de telle sorte qu'aller en dessous du nombre actuel serait mettre en péril l'outil ou les ouvriers* ». Les autres offres de reprise proposaient également des casses sociales. Mais, ce qui a été le point de bascule pour le directeur général, « *c'est quand le repreneur a parlé des femmes du service conditionnement. Il a vu qu'elles étaient payées 2100 euros brut par mois et m'a dit : "Ce sont de petites mains. Elles doivent être payées au Smic."* » Des mots qui ont fini de convaincre le directeur de site à l'époque.

45 000 VERRES SORTENT DES FOURS CHAQUE JOUR

« *Avoir l'idée, ça ne suffit pas* », comme le rappelle Suliman El Moussaoui. « *C'est un travail d'équipe. Nous n'aurions pas pu le faire juste entre nous, salariés. Et la direction n'aurait pas pu le faire sans nous.* » Et parmi les employés, celle qui a, d'après le délégué syndical, « *le plus poussé* » pour cette solution, c'est la cheffe du service conditionnement, Laure Cerandon. « *Dans mon atelier, nous sommes huit,* explique-t-elle, *des personnes proches de la retraite, des mères de famille, des personnes qui ne parlent pas très bien français. S'ils perdent ce travail, ils vont avoir énormément de difficultés à en trouver un autre.* » Inquiets pour leurs postes, les ouvriers ont tout de suite adhéré à l'idée d'une Scop. Dans leur atelier, certains d'entre eux arborent même fièrement « Scop » sur leur gilet jaune de travail. Ils se disent « *rassurés* » maintenant que leurs postes ne sont plus en jeu.

> L'objectif affiché est que tous les employés soient salariés actionnaires dans cinq ans.

Le sentiment est partagé du côté de l'usine de production. Dans la chaleur des fours, les équipes sont réduites pour les vacances. Malgré cela, en huit heures, ils doivent produire plus de 45 000 verres. Mais, avec l'afflux de demandes de verres Duralex depuis la reprise, dont une augmentation de 300 % des commandes, les salariés envisagent d'augmenter les effectifs. Comme l'explique Suliman El Moussaoui, « *nous voulons 30 nouveaux recrutements d'ici cinq ans et avoir deux à trois lignes de production dès janvier 2025* ». Pour Steven, mécanicien et conducteur de ligne, ce passage à des équipes plus nombreuses est bienvenu. ■■■









Depuis le 1er août, les salariés de Duralex Scop SA ont relancé la production. Avec une hausse de 300 % des commandes, ils envisagent d'augmenter les effectifs.

■■■ *« Ce qui est bien avec la Scop, c'est que déjà nous allons pouvoir investir au bon endroit. Nous savons en tant qu'ouvriers où mettre l'argent. »* Surveillant les rangées de verres brûlants, l'homme, employé depuis dix-huit ans dans la boîte, explique ses raisons de tenter ce projet. *« Quand tu gagnes 32000 euros par an, tu te dis "autant donner et éviter que la boîte coule". »* Parmi les 228 salariés de Duralex, ils sont plus de 150 du même avis que Steven.

« UN POSITIONNEMENT SUR PLUSIEURS MARCHÉS »

Malgré cette popularité, la Scop Duralex ne réunit pas l'ensemble des salariés. Bien que l'intersyndicale ait voté à l'unanimité pour la Scop, Suliman El Moussaoui rappelle au détour d'une conversation avec un collègue que *« près de 60 % sont encore dubitatifs. Ils n'ont pas envie de se lancer dans l'inconnu »*. En outre, des questionnements sur la capacité de la Scop à perdurer ont été émis par les représentants de l'union départementale de la CGT. Des doutes que Laure Cerandon balaie, pleine de certitudes. *« Ceux qui n'ont pas encore rejoint, ce n'est qu'une question de temps. Quand ils verront que leurs collègues touchent en plus de leur salaire une part sociale sans travailler plus d'heures, ils seront incités d'eux-mêmes à investir. »* L'objectif affiché des ouvriers de « Duralex Scop SA » est que dans cinq ans, *« tous les employés soient salariés actionnaires »*. Pour ce faire, ils *« envisagent (dès 2026) de spécifier dans le contrat des nouveaux recrutements qu'ils doivent devenir associés-salariés au bout de deux ans dans la boîte »*.

Ces mesures ne sont qu'une partie de la nouvelle page que veulent écrire les nouveaux propriétaires de l'entreprise. À l'orée des 80 ans de Duralex, les travailleurs se projettent dans l'avenir. Comme l'explique François Marciano, *« sous Pyrex, il y a énormément de produits qu'on a dû abandonner. Maintenant, nous pouvons nous positionner sur plusieurs marchés avec le savoir-faire bien connu de Duralex en verre trempé »*. Le directeur général se targue des commandes reçues du Danemark, du Royaume-Uni ou du Japon. Pour lui, les difficultés financières qu'a connues la société sont dues aux actionnaires précédents. *« Quand on vous prend 7 millions d'euros par an qui ne sont pas réinvestis, c'est compliqué de survivre. »* Il considère que si le tribunal de commerce a été convaincu par le projet de la Scop, c'est surtout grâce à leur capacité à tenir le plan financier et même *« dépasser les objectifs déclarés assez rapidement »*. Suliman El Moussaoui explique qu'ils vont réinvestir 75 % des bénéfices dans l'usine durant les trois premières années et sont capables d'être à l'équilibre dans ce laps de temps. Le défi est de taille, mais la mythique verrerie n'est pas la première entreprise française à sauter le pas de la Scop. En 2010, la célèbre marque de thé Fralib est menacée de fermeture. Après plusieurs années de lutte, 58 salariés de l'usine mettent en place un projet de Scop qui finit par sauver l'entreprise. Devenue Scop-TI, la marque perdure aujourd'hui encore dans le paysage français.

Pour l'instant, la Scop Duralex n'en est, elle, qu'à ses balbutiements. Le projet a été mis en place avec l'aide de la Confédération générale des Scop et des Scic. Mais les travailleurs ont également bénéficié du soutien des élus locaux, le maire d'Orléans, Serge Grouard, et le président de la région Centre-Val de Loire, François Bonneau. *« On a conclu un accord avec la mairie d'Orléans, qui va racheter les terrains et les bâtiments de l'usine*, explique François Marciano, *grâce à ça, nous n'aurons pas à payer les impôts et ça va nous alléger sur les premières années. »*

> « La mairie va racheter les terrains et bâtiments de l'usine : grâce à cela, nous n'aurons pas à payer d'impôts. »
>
> FRANÇOIS MARCIANO, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE DURALEX

Il explique que par cet accord, la charge des impôts fonciers ainsi que de l'entretien des bâtiments du site reviendra à la commune et que *« l'accord est signé et ne pourra pas être retoqué, même en cas de changement de maire »*. Dans le monde politique, la Scop a également le soutien de la candidate à Matignon Lucie Castets, qui a visité le site de l'usine le 31 juillet, quelques jours après l'officialisation du rachat. La représentante du NFP a évoqué son lien avec la marque française. *« Duralex, c'est toute mon enfance, c'est regarder son âge au fond du verre à la cantine, c'est le bol de ma grand-mère dans lequel je buvais mon chocolat chaud. »* Des souvenirs qui se retrouvent dans les messages de soutien de nombreux Français, nostalgiques des vaisselles Duralex à la cantine, à l'entreprise après l'annonce du rachat. En attendant leur première assemblée générale en octobre, les salariés croient dur comme verre en leurs chances de réussite pour la suite. ■

KHALIL AUGUSTE NDIAYE

REPORTAGE PHOTO : JULIE FRANCHET/HANS LUCAS

DOMINIQUE DESSEIGNE

Le « prince consort » mis hors jeu par sa progéniture

CASINOS Dirigeants emblématiques, ils ont tous du quitter leur poste à la suite d'un scandale ou d'un fiasco stratégique. Aujourd'hui, le président du groupe Barrière, poussé vers la sortie par son propre fils, Alexandre.

Une fin de règne aux allures de psychodrame. Après une vingtaine d'années à la tête des casinos Barrière, c'est un parricide symbolique qui a mis l'ancien PDG, Dominique Desseigne, hors jeu.

Comme le raconte *le Monde*, en 2022, Alexandre Barriere, son fils, contestant à son pere le titre d'usufruitier des actions du groupe et l'accusant d'avoir profité de l'état de faiblesse de sa mère pour lui faire signer des documents en sa faveur, l'assigne en justice. Il lui réclame également 75 millions d'euros de dividendes qu'il estime indûment perçus. L'affaire s'est finalement conclue à l'amiable. Et par la chute du patriarche.

Le fils, qui a entre-temps raccourci son patronyme pour ne garder que celui de sa mère, a été nommé en avril 2023 président de la Societé de participation deauvillaise, la holding familiale à laquelle est rattaché le Groupe Lucien Barriere, dont il devient le président du conseil d'administration. Sa sœur, Joy Desseigne-Barrière, a, elle, été désignée présidente du conseil d'administration de la Société fermière du casino municipal de Cannes et de la Société immobiliere et d'exploitation de l'hôtel Majestic. La quatrieme génération a fini par reprendre le pouvoir sur le fleuron né en 1912.



Dominique Desseigne en 2016. LEBEDINSKY/CHALLENGES-REA

L'ASCENSION D'UN PLAY-BOY NOTAIRE

Bien avant ce putsch, la vie publique de Dominique Desseigne avait pourtant démarré sous les meilleurs auspices. En 1980, le play boy notaire rencontre Diane Barriere, la fille adoptive de Lucien Barrière, propriétaire de l'empire. Le couple, crinières aux vents sur les clichés des magazines, semblait surfer sur le succès. Jusqu'à l'accident d'avion qui laissa Diane tétraplégique, en 1995.

Ce drame contraint Dominique Desseigne, surnommé le « prince consort », à plonger dans le grand bain des affaires, codirigeant le groupe jusqu'à succéder à sa femme, décédée en 2001. Un an avant sa mort, un changement de régime matrimonial (de la séparation à la communauté de biens) intervient, comme le raconte *le Monde*, pour donner l'usufruit des actions du groupe au dernier vivant des conjoints, les enfants restant, eux, nus-propriétaires des societés. Mais l'époux touchera de genereux dividendes, une des causes de la colere de sa progéniture. Depuis son ascension, Dominique Desseigne pouvait pourtant se vanter d'avoir multiplié par six le chiffre d'affaires du mastodonte des jeux d'argent, qui emploie environ 7000 personnes. Barrière est désormais fort de 32 casinos, 19 hôtels de luxe et 150 restaurants, dont le fameux Fouquet's, où Nicolas Sarkozy avait fêté sa victoire en 2007, mais aussi des bars, des golfs…

Alexandre Barrière, arrivé dans le groupe en 2014, avait été nommé directeur général stratégie et développement en 2021. Une montée en puissance sans doute trop lente à son goût. En 2022, après la pandémie qui avait fortement impacté les activités, avec 170 licenciements à la clé, son père, âgé de 78 ans, déclarait aux *Échos* ne pas être encore prêt à lâcher la barre. *« Vu l'impact durable de la crise, la sagesse veut que je continue encore*, affirmait le PDG. *Je possède (…) de la prudence et une certaine rondeur. Alexandre, lui, c'est l'aiguillon de la jeunesse. »*

COUP DE TRAFALGAR FINAL

De quoi piquer au vif un fils au style moins clinquant. La tension est donc montée crescendo au fil des mois, jusqu'au coup de Trafalgar final. Alexandre Barrière, 37 ans, désormais seul actionnaire du groupe avec sa sœur à la suite du rachat des 40 % de parts détenues par Marc Ladreit de Lacharrière (pour 350 millions d'euros en 2023), veut désormais développer les activités digitales et les paris en ligne. Le cap est également mis sur l'international, notamment les pays du Golfe, et une plus grande proximité avec les employés est affichée.

LE MASTODONTE FRANÇAIS EST FORT DE 32 CASINOS, 19 HÔTELS DE LUXE, 150 RESTAURANTS, DES BARS, DES GOLFS…

Pour les syndicats, entre le père et le fils, c'est pourtant bonnet blanc et blanc bonnet. *« Les enfants se sont fortement endettés pour racheter les parts. Il n'y a plus beaucoup de marges pour investir, alors que les hôtels ont besoin d'être entretenus. Ce n'est pas le pire groupe au niveau social, mais il y a un fort turn-over dans les casinos »*, pointe Michaël Da Costa, délégué syndical groupe CGT et croupier de l'établissement d'Enghien les Bains, tout en s'inquietant pour l'avenir de l'emploi avec le projet de miser sur les jeux en ligne. Dominique Desseigne, lui, a été contraint de prendre de la distance. Desormais président d'honneur du groupe et touchant des *« dividendes limités »* (sic) à 2 millions d'euros par an, l'homme au brushing impeccable mais à la santé fragile peut se consacrer au tennis, une autre de ses passions. ■

CÉCILE ROUSSEAU



Le premier ministre interimaire, à l'aeroport de Dacca le 8 août. MUNIR UZ ZAMAN/AFP

Muhammad Yunus sur la route de l'apaisement

BANGLADESH Le prix Nobel de la paix 2006 a prêté serment jeudi pour diriger le gouvernement transitoire. Formé de leaders étudiants et de défenseurs des droits humains, il aura fort à faire dans un pays fracturé.

Reconstruire sur les espoirs, les incertitudes… et plus de 450 cadavres. Telle est la tâche du gouvernement de transition bangladais, formé apres la révolte des étudiants et de leurs soutiens qui courait depuis debut juillet. Ce sont eux, au prix de nombreux morts, qui ont décapité l'exécutif en forçant l'autoritaire première ministre Sheikh Hasina à demissionner et fuir le pays, après quinze années de règne. Ce sont eux aussi qui réclament ce pour quoi leurs camarades sont tombes : un développement pour toutes et tous, le respect des droits humains et des perspectives, dans un pays où 40 % des jeunes etaient au chômage en 2022.

Pour infuser son action des luttes étudiantes, le « conseiller en chef » Muhammad Yunus a nommé deux de leurs coordinateurs dans le gouvernement provisoire : Nahid Islam et Asif Mahmud, mais aussi Nazrul Islam, professeur de droit et opposant à la Ligue Awami de Sheikh Hasina. Le prix Nobel de la paix 2006, qui est revenu au Bangladesh jeudi pour y prêter serment, a dans la foulée nommé 15 « conseillers » qui joueront les rôles de ministres jusqu'à l'organisation d'élections législatives *« d'ici quelques mois »*.

Des portefeuilles ont été distribués à des defenseurs reconnus des droits humains. Comme Sharmeen Murshid, partisane d'une réforme électorale et critique de la « bégum de fer », ou Adilur Rahman Khan, ancien procureur géneral adjoint et fondateur d'Odhikar, un observatoire des sévices extrajudiciaires, interdit par l'ancienne premiere ministre. Ainsi que Farida Akhter, fondatrice d'un centre de ressources pour les femmes, et Syeda Rizwana Hasan, avocate spécialiste des dommages environnementaux des industriels

RÉVOLUTION INSTITUTIONNELLE

Au pouvoir de 2001 à 2006, le Parti nationaliste du Bangladesh (droite) aura trois membres du gouvernement, avec Adilur Rahman Khan, Hassan Ariff et l'ancien gouverneur de la banque centrale Saleh Uddin Ahmed. Le général Sakhawat Hossain, d'abord fidèle à la Ligue Awami au pouvoir puis soutien du mouvement étudiant, est promu à l'Intérieur. *« Notre responsabilité est de construire un*

nouveau Bangladesh », a promis Muhammad Yunus, qui a aussi nommé l'un de ses associés, Nurjahan Begum.

Le prix Nobel doit d'abord s'atteler à la réparation, après un mois et demi d'affrontements meurtriers. L'exécutif a annoncé un *« soutien »* aux familles des victimes et des investissements pour les soins des nombreux blessés. Après la dissolution de l'Assemblée nationale, dominée par la Ligue Awami, et la démission du président de la Cour suprême et du gouverneur de la banque centrale, deux alliés de Sheikh Hasina, la révolution institutionnelle continue. Dimanche, l'administration Yunus a nommé Syed Refaat Ahmed, le plus expérimenté des juges, à la tête de la plus haute juridiction bangladaise. Cette dernière avait rétabli les quotas inégalitaires dans la fonction publique (qui réserve 30 % des postes aux enfants des soldats de l'indépendance, en 1971, contre le Pakistan), cause initiale des manifestations, et appuyé les exécutions d'opposants réclamées par la dictatrice.

Les anciens dirigeants tentent dangereusement d'instrumentaliser l'opposition.

« Une large part de ceux qui ont été tués sont des travailleurs ou des personnes précaires », déplore Amin Amirul Haque, président de la Fédération nationale des travailleurs du vêtement, qui a félicité les étudiants et espère beaucoup de la nouvelle équipe dirigeante. Il exige notamment *« une augmentation immédiate des salaires »*, *« une réforme des lois du travail en accord avec les conventions de l'OIT »* et *« des droits égaux pour les travailleuses du textile »*. Le secteur, qui fournit les plus grandes marques mondiales, représente 80 % des exportations bangladaises et 10 % du PIB.

UN DIALOGUE ENTRE AUTORITÉS RELIGIEUSES

Dans les rues de Dacca, les policiers ont repris le travail ce lundi et la plupart des commissariats ont rouvert. Par peur des représailles, une grève avait été déclenchée le 6 août, le lendemain de la chute de Sheikh Hasina, par les syndicats. Le chef de la police a d'ailleurs été débarqué. Mais durant ce laps de temps, de nombreuses évasions ont eu lieu. D'autant que parmi les milliers de prisonniers figurent des membres du Bangladesh Jamaat-e-Islami, parti islamiste interdit par la Ligue Awami… et représenté au sein du gouvernement provisoire : les affaires religieuses seront gérées par Khalid Hossain, professeur d'études islamiques.

Dans la semaine, des commerces et maisons appartenant à des hindous ont été attaqués, voire incendiés. Les armes illégales demeurent un souci pour les autorités, qui ont pressé leurs détenteurs de les remettre sous peine de poursuites. Les minorités hindoues du pays sont amalgamées à des soutiens de la Ligue Awami. La main tendue du premier ministre indien, Narendra Modi, à son homologue bangladaise n'est pas étrangère à ces allégations. *« Les attaques contre des minorités religieuses en certains endroits ont été constatées avec une vive inquiétude »*, a confirmé le gouvernement intérimaire, promettant de *« trouver des moyens de mettre un terme à ces attaques odieuses »*. *« Ne faisons pas de différence en fonction de la religion »*, avait déjà prévenu Muhammad Yunus samedi.

Sur les 15 conseillers, seuls deux sont issus des minorités : Bidhan Ranjan Roy, psychiatre et hindou, et Supradip Chakma, ancien diplomate issu des Chittagong Hill Tracts, une population autonomiste du Sud Est réprimée par le pouvoir. Pour apaiser les tensions, l'exécutif a promis un dialogue entre autorités religieuses, et de ne pas interdire la Ligue Awami. Les divisions sont d'autant plus prononcées que les anciens dirigeants tentent dangereusement d'instrumentaliser l'opposition, quelle que soit sa nature. Sajeeb Wazed Joy, fils et conseiller de Sheikh Hasina, juge – depuis Washington, où il réside – que le gouvernement Yunus n'a *« aucun pouvoir »*. *« En ce moment au Bangladesh, c'est la loi de la foule »*, a regretté le fils de la dictatrice. ■

AXEL NODINOT

En Serbie, la fronde contre l'extraction de lithium



ENVIRONNEMENT Des manifestations ont lieu dans ce pays des Balkans contre l'exploitation d'une mine géante. Le projet a été relancé par le gouvernement nationaliste avec la bénédiction de l'UE. La population réclame un moratoire.



Le 10 août, à Belgrade, des milliers d'opposants rassemblés pour dénoncer les risques de pollution.

La révolte contre le projet d'exploitation d'une mine géante de lithium ne faiblit pas en Serbie. Elle pourrait ouvrir une véritable crise politique étant donné le rejet massif. Plus d'une cinquantaine de rassemblements ont éclaté un peu partout avec un seul mot d'ordre, *« Ne damo Jadar ! »* (ne donnons pas le Jadar !), depuis la mi-juillet, du nom de la vallée concernée, dans l'ouest du pays. Ce vieux projet, abandonné en 2022, a été relancé le 16 juillet par la coalition gouvernementale formée par le Parti progressiste serbe (SNS) et le Parti socialiste de Serbie (SPS). Cette décision prise par le premier ministre nationaliste Miloš Vučević (SNS) fait suite à un arrêt de la Cour constitutionnelle qui avait jugé que le choix de suspendre un permis attribué au groupe australien Rio Tinto n'était *« pas conforme à la Constitution ni à la loi »*.

Deux ans auparavant, un mouvement de contestation similaire avait poussé le gouvernement serbe à stopper le projet d'extraction de lithium dans cette même région du Jadar. La découverte en 2004, près de la ville de Loznica, de vastes gisements, parmi les plus importants d'Europe, avait attisé les convoitises du groupe australien. Une des premières protestations avait eu lieu à Požega, près du site d'exploitation, pour dénoncer les risques de pollution du projet.

INTRANSIGEANCE DU POUVOIR

Depuis sa récente victoire aux législatives, le président serbe, Aleksandar Vučić (SPS), tente d'imposer l'exploitation du gisement, qui pourrait dégager d'importants profits et créer des milliers d'emplois. Face à une contestation qui ne faiblit pas, le dirigeant répète que l'exploitation ne commencera qu'en 2026 si *« les standards européens en matière de protection de l'environnement et de la santé sont garantis »*. Problème, l'Union européenne est un des principaux acteurs du dossier. Bruxelles a signé avec Belgrade, le 19 juillet, un protocole d'accord qui permettrait à l'UE de se fournir en lithium exploité en Serbie.

L'Académie serbe des sciences a déjà publié une étude sur la nocivité du projet et l'impact sur la vallée agricole du Jadar, une zone densément peuplée. Interrogé par *le Courrier des Balkans*, Žaklina Živković, de l'association Droit à l'eau, estime que *« plus d'une douzaine d'autres mines sont prévues à travers le pays, non seulement de lithium, mais aussi d'or et de cuivre… Des mines doivent également ouvrir en Bosnie-Herzégovine »*.

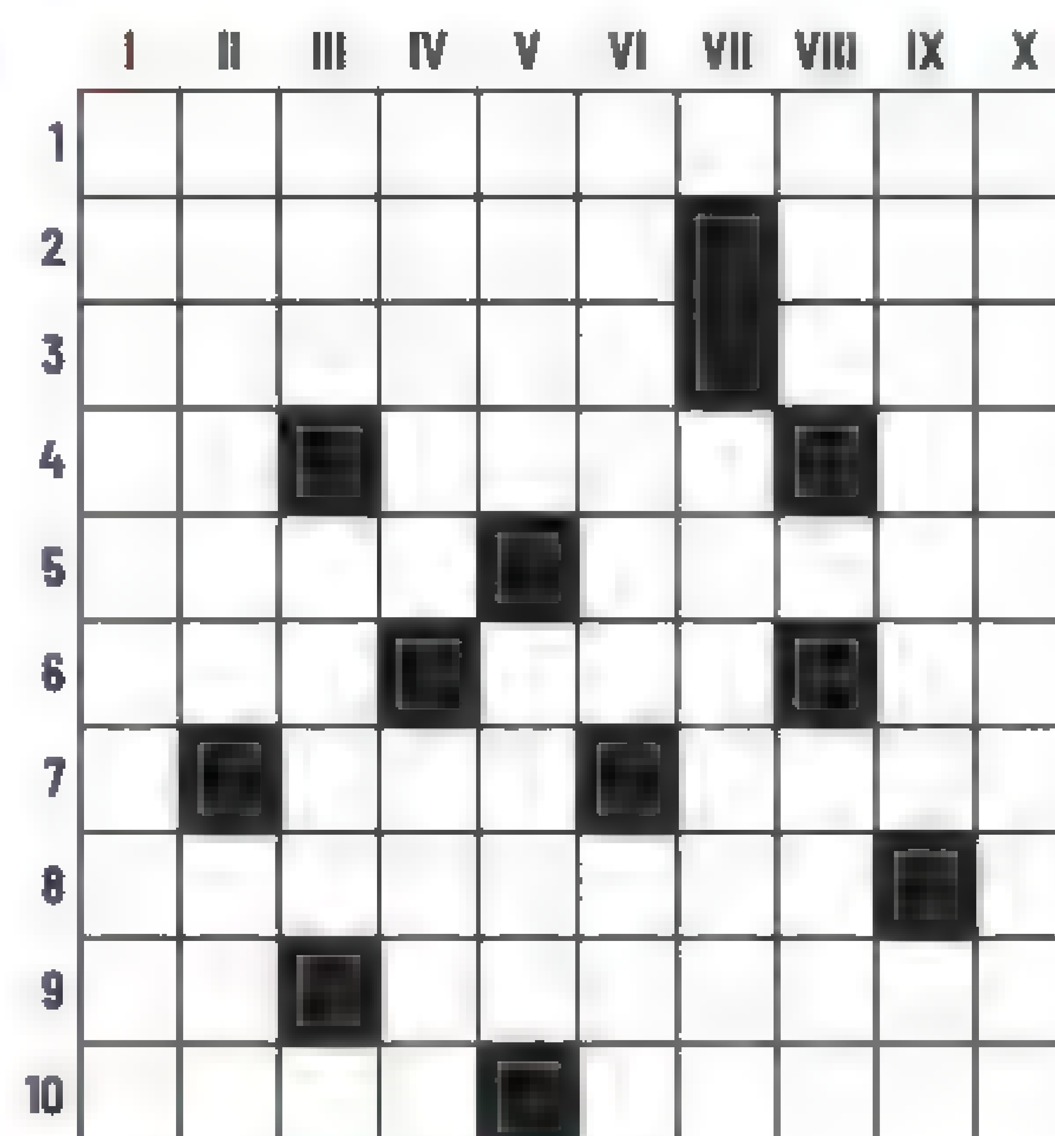
Confrontés à l'intransigeance du pouvoir, aux arrestations et à la répression, les collectifs de militants, écologistes, agriculteurs ainsi que les organisations environnementales avaient laissé jusqu'au 10 août, soit quarante jours, au gouvernement pour adopter un moratoire. Le rassemblement à Belgrade, ce samedi, à l'initiative de la Fédération des associations écologistes de Serbie et du collectif Ne damo Jadar !, de plusieurs dizaines de milliers de manifestants marquait la fin de l'ultimatum et le début d'un mouvement plus large. Sur place, toutes les générations et les milieux ont scandé : *« Rio Tinto, tu ne creuseras pas »*, *« Nous ne voulons pas d'argent, nous voulons la santé »*, *« Quand il n'y a pas de loi, il y a le peuple »*. Face à l'ampleur des contestations, Aleksandar Vučić a ouvert la possibilité d'un référendum, tout en les accusant d'organiser *« la terreur »*. ■

VADIM KAMENKA

Carnet

Claude Wargnies est décédé, le mercredi 7 août, à Paris, à l'âge de 86 ans.
Né le 25 janvier 1938 à Quievy, dans le departement du Nord, il devient mecanicien de profession, et dirige la féderation CGT des travailleurs des industries alimentaires et du commerce Militant communiste, il est nommé maire adjoint de Caudry et il est elu en 1978 deputé de la 17e circonscription du Nord Par la suite, il siégera au conseil regional. Claude Wargnies fut aussi le président fondateur et d'honneur du comité Fnaca (Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie) de Caudry. Figure du PCF dans le Cambrésis, ses camarades gardent de lui l'image d'un homme pacifique, d'une grande gentillesse, modeste, intelligent et souriant. Un hommage civil lui est rendu ce mardi 13 août, à 11 heures, au crématorium de Caudry. *L'Humanite* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

MOTS CROISÉS N° 24 005 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Appareil d'eclairage électrique. **2.** Façonnée avec une machine-outil. Centieme du yen. **3.** Mettra un enjeu. Au soleil levant. **4.** Avant nous. Branche mère de l'Oubangui. Pépite. **5.** Impeccables. Lice. **6.** Resine malodorante. Commune d'Algérie. Neptunium. **7.** Nul n'est censé l'ignorer. Avoir l'audace. **8.** Qui subsiste apres disparition des autres. **9.** Agent de liaison. Malades mentaux. **10.** Reprimé avec rigueur. Corps céleste.

VERTICALEMENT

I. En astrologie c'est le Soleil et la Lune. **II.** Mouches qui capturent leurs proies en plein vol. Belle saison. **III.** Placé. Pareils. **IV.** Bandages de roues. Enlevai. **V.** Ventile. Couche superficielle de la lithosphère essentiellement composée de silicates d'aluminium. **VI.** Revendis de la drogue à petite échelle. Mit en doute. **VII.** Coupes les cheveux en quatre. **VIII.** Baie du Japon. Hume. **IX.** Tinte. Erbium. **X.** Exploitation.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Lampadaire. **2.** Usinée. Sen. **3.** Misera. Est. **4.** Il. Uele. Or. **5.** Nets. Arène. **6.** Ase. Sig. Np. **7.** Loi. Oser. **8.** Restante. **9.** Et. Aliénés. **10.** Sévi. Astre. **VERTICALEMENT. I.** Luminaires. **II.** Asiles. Été. **III.** Mis. Tels. **IV.** Pneus. Ôtai. **V.** Aère. Sial. **VI.** Dealai. Nia. **VII.** Ergotes. **VIII.** Ise. Sent. **IX.** Résonne. Er. **X.** Entreprise.

l'Humanité
Fondateur Jean Jaures **Directeur** Fabien Gay
Societé anonyme à directoire et conseil de surveillance. Societé nouvelle du journal l'Humanite (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Telephone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tel. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, reglage et promotion : agence Boconseil
Tel. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicite Comédiance. Olivier Valentin, president
Tel. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tel. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tel. : 01 49 22 74 89 (annonces legales)
Directoire
Fabien Gay, president du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secretaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon directeur des developpements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, president
Actionnaires principaux SAS Fond d'Humanite, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanite
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du vendredi 9 août 47 085 exemplaires
Imprime sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60 % ou 100 % de fibres recyclees - IFDG
Eutrophisation PTot : 0.01 kg/tonne



ILS SERONT À LA FÊTE

SANTA
CLOU DU SPECTACLE

Charismatique chanteuse du groupe électro-pop Hyphen Hyphen, Santa s'est lancée depuis deux ans dans une carrière solo pavée de succès, symbolisée par son tube *Pop corn salé*. Forte d'un EP réussi, 999, mais aussi d'une voix puissante et singulière, la chanteuse pop se produit au profit des Restos du cœur depuis cette année, ayant intégré la troupe des Enfoirés. Une consécration pour une artiste amoureuse de la scène, primée pour ses performances live aux Victoires de la musique en 2016.

PABLO PATARIN

VOYOU
UN SOLIDE DOUX RÊVEUR

Thibaud Vanhooland fait ses débuts à Nantes dans des groupes locaux en tant que bassiste. En 2018, il prend son envol seul sous le nom de Voyou. Drôle d'alias pour ce doux géant aux chemisettes colorées et à la moustache assumée… Musicien solide à la voix ondoyante et langoureuse, il a su composer au fil de ses albums un univers fantaisiste, un poil mélancolique, où se mélange la grande palette des sentiments, de l'amour à la solitude, en passant par les joies simples de la vie et l'émerveillement pour les petites choses. Voyou s'inscrit pleinement dans la scène pop rêveuse et alternative de la France des années 2010-2020, où se croisent November Ultra, Cléa Vincent, Fishbach et bien d'autres.

GAËLLE MAISONNIER

Le féminisme sur le devant de la scène

Lutte contre les violences sexistes et sexuelles, pour l'accès à l'avortement… associations et ONG retrouvent, cette année encore, toute leur place dans les allées.

Pouvoir se rendre dans un autre pays européen pour avorter en toute sécurité : c'est l'objectif poursuivi par Ma voix, mon choix. Le mouvement, instigateur de cette initiative citoyenne européenne, sera présent sur un stand de la Fête de l'Humanité pour faire connaître sa lutte pour les droits des femmes. Car, si le droit à l'IVG est désormais inscrit dans la Constitution française, l'avortement reste interdit ou limité dans de trop nombreux pays européens.

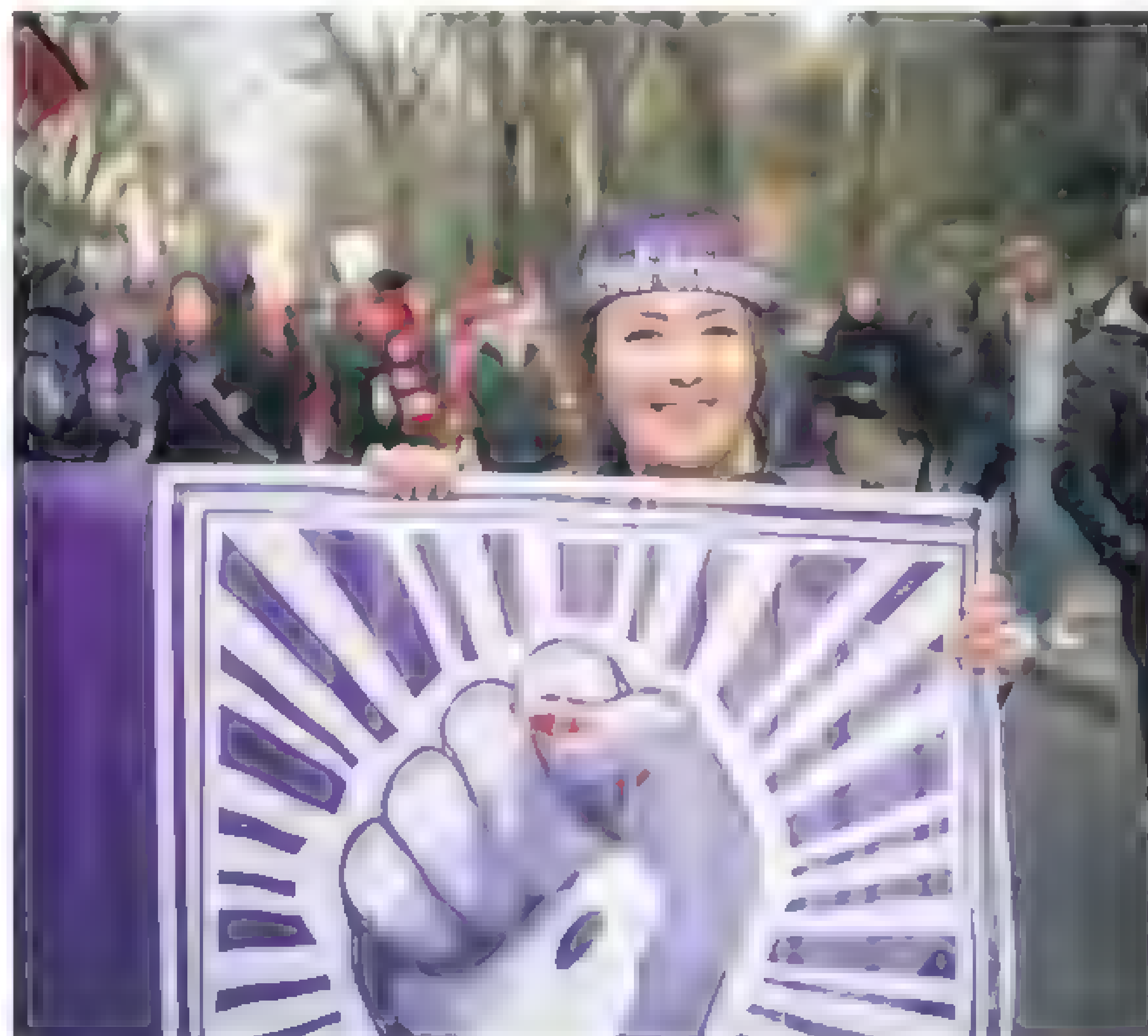
Habituées de la Fête, Femmes Egalité et Femmes solidaires seront également de retour afin de poursuivre leurs actions de sensibilisation et d'information auprès des publics de l'événement. La Fête de l'Humanité accueillera aussi la Fondation des femmes. De nombreux stands témoigneront de la lutte contre les violences et sexistes sexuelles (VSS), comme celui de l'association Hands Away, engagée contre le harcèlement de rue.

Le Planning familial, coutumier de l'événement dans l'espace prévention, sera présent pour la deuxième année consécutive dans celui dédié au féminisme. Information et conférences seront au programme de cet espace La commission féministe du PCF accueillera les visiteurs près du stand national du parti. Enfin, la Fête de l'Humanité met en place un dispositif lié aux VSS ainsi qu'une safe zone, ouverte de 9 heures à 6 heures, pour un moment festif en toute sécurité.

LA PRÉSENCE DE JUDITH GODRÈCHE

Le féminisme passera aussi par le partage et la culture. D'abord dans les allées, à la rencontre du public, avec une création de la compagnie Notre Insouciance : *Jour. Quête collective de la jouissance féminine*. Le point de départ de ce spectacle de rue : *« l'écart orgasmique »*, soit celui entre les hommes et les femmes pour atteindre l'orgasme. Ailleurs, comme sous le chapiteau Jack Ralite, la programmation théâtre et cinéma sera au diapason des luttes féministes. Au menu, du rire, avec le nouveau spectacle de stand-up de l'humoriste Swann Périssé intitulé *Calme*, mais consacré à la… colère ! Celle d'une femme confrontée au sexisme, qu'elle dézingue par l'humour dans ses vidéos sur YouTube et Instagram. Les deux supports cumulent plus d'un million d'abonnés ! Enfin, à l'affiche des projections, un court métrage, et non des moindres : *Moi aussi*, réalisé par Judith Godrèche, qui sera présente durant ces trois jours, pour faire entendre la voix des victimes de violences sexuelles.

JESSICA STEPHAN



Le 8 mars, à Paris. STEPHANE MOUCHMOUCHE/HANS LUCAS



Pionnier en matière de developpement durable, le fondateur de l'évenement ambitionne « à l'horizon 2030 que le festival soit quasiment à 100 % en énergie renouvelable ».

ENTRETIEN

« On travaille comme un festival local »

MUSIQUE Écolo, indépendant mais ambitieux, le Cabaret vert, qui se tient à Charleville-Mézières du 15 au 18 août, apparaît comme une anomalie dans un monde festivalier en proie à l'hyperconcurrence des multinationales, nous explique son directeur, **Julien Sauvage.**

Au milieu des festivals aux moyens illimités détenus par des milliardaires et des multinationales, quelques oasis indépendantes survivent et osent même se montrer ambitieuses. Au cœur des Ardennes, dans la ville d'Arthur Rimbaud et Patti Smith, le Cabaret vert est de ces événements où se côtoient des têtes d'affiche internationales (PJ Harvey, 21 Savage, Macklemore...), des groupes locaux et des auteurs de BD. Pour son directeur et fondateur Julien Sauvage, la valorisation du territoire prime sur la rentabilité.

Quelle est l'histoire de votre festival ?

Au même titre que les Vieilles Charrues, on est aujourd'hui un des derniers grands festivals associatifs independants en France. Pour beaucoup de gens, les Ardennes sont un peu la Sibérie de la France. Le territoire a une mauvaise image : c'est là que les Allemands passent en 1870, 1914, 1940, c'est la desindustrialisation... Plutôt que de constater ça de maniere amère, on s'est dit qu'on pouvait être acteur. Un jour, je demande à mon groupe de rock : *« Pourquoi ne pas organiser un événement pour mettre en lumiere le territoire ? »* Apres pas mal de galères, on a eu un coup de pouce de Tambours de fête, un beau festival autour des percussions à Charleville. Ils souhaitaient proposer une scène autour des musiques actuelles et nous ont offert l'opportunité. Sans sous, on est allé chercher des groupes du coin, et ça a été un énorme succès. À partir de là, la mairie nous a permis d'avoir un terrain à Mézières pour organiser notre propre événement. En septembre 2005, on organise le premier Cabaret vert avec un budget d'environ 200 000 euros. On réunit 10 000 spectateurs. Aujourd'hui, le budget du Cabaret vert, c'est 12 millions. On s'est professionnalisé petit à petit, avec notre territoire chevillé au corps. Cette année, c'est encore un nouveau chapitre qui s'ouvre.



JULIEN SAUVAGE
Fondateur du Cabaret vert

Avec une programmation d'envergure internationale et une hausse de la capacité d'accueil, vous voyez les choses en grand. Malgré tout, votre situation financière reste délicate...

Cela s'explique par la hausse des frais de sécurité post attentats, mais surtout par l'inflation du cachet des artistes, principalement pour les internationaux. Ça devient du délire. Or, nous, on veut conserver cette ambition. En premier lieu, on souhaite mettre en valeur les groupes régionaux : on a des antennes dans les dix departements du Grand Est et trois scènes et demie réservées à ces talents de demain. L'autre scène et demie est consacree aux têtes d'affiche, car on n'attire pas les mouches avec du vinaigre (rire). Plus le festival est gros, plus le risque est gros, mais, pour l'instant, le public répond présent.

Comment survivez-vous ?

On a seulement 10 % de fonds publics, car le territoire n'est pas riche. Après, on est une association à but non lucratif, l'objectif n'est pas de s'enrichir et reverser des dividendes. On réinvestit tout dans le projet. On doit notre survie aux bénévoles, qui seront 2700 cette année. L'autre raison, c'est notre ancrage territorial. En améliorant la notoriété du territoire, en redonnant de la fierté aux habitants et en générant des retombées économiques locales, on attire des centaines de mécènes privés. Cela nous permet de refuser toutes les sponsorisations McDonald's ou Heineken, qui ne promeuvent pas des produits de qualité, et parce qu'on sait que cet argent ne restera pas sur le territoire. Nous avons la taille d'un gros festival, mais on travaille comme un festival local. On nous dit souvent que l'événement a une âme qu'il n'y a pas ailleurs, donc on veut maintenir cette qualité, mais cela induit des surcoûts que le bénévolat arrive de moins en moins à compenser. Alors, quelle solution nous reste-t-il ? Agrandir la jauge, pour avoir plus de monde, et augmenter nos tarifs, malheureusement. À 65 euros la journée, par rapport aux artistes qu'on propose, on reste en dessous du prix de bien des concerts en stade ou en arena.

La présence de « mastodontes » comme Rock en Seine (détenu par Pigasse et la multinationale AEG) vous oblige-t-elle à grandir pour suivre le rythme ?

On le subit, oui. Encore aujourd'hui, on n'est pas au clair sur l'avenir du festival. Ils participent à l'inflation du cachet des artistes, même si l'inflation était déjà là. Pour autant, il est délicat de pointer du doigt AEG ou Live Nation, car on a besoin d'eux pour avoir des artistes. Deux tiers de nos têtes d'affiche viennent de chez eux. En l'état, je ne pense pas qu'ils empêchent d'autres festivals d'exister, en tout cas dans le Grand-Est où la concentration est moins présente. Là où c'est plus compliqué, c'est quand des Bolloré, qui ne viennent absolument pas de la culture, débarquent pour racheter Garorock (récemment revendu à un groupe allemand – NDLR) et compagnie.

Le Cabaret vert se veut pionnier en matière de développement durable. Concrètement, cela donne quoi ?

En 2004, certains de nos bénévoles bossaient de près ou de loin dans la biodiversité et l'environnement. On commençait à parler du développement durable en France et on savait que travailler avec les gens du coin avait forcément un impact sur l'environnement, parce que les circuits de transport sont courts. Cela permettait aussi de mettre en avant les produits locaux pour faire rayonner le territoire. On a rapidement créé une charte de l'environnement et on est le premier festival à avoir créé un poste à temps plein de responsable du développement durable. À ce jour, je pense qu'on est le festival français le plus avancé sur le sujet : on a notre propre centre de tri sur le festival, des bénévoles qui retrient tout à la main. Depuis la troisième édition, on utilise exclusivement des toilettes sèches…

La nécessité de croître entre-t-elle en contradiction avec vos engagements écologiques ?

C'est un paradoxe, c'est certain. Mais on sait que plus le festival sera gros, plus son impact territorial sera fort, que ce soit en termes économiques ou de notoriété. Malheureusement, c'est comme ça que le monde tourne. On ne prête qu'aux riches, et plus on est gros, mieux c'est. Grandir nous permet de plancher collectivement sur des projets ambitieux aux côtés de l'agglomération, qui dépollue des terrains, réhabilite des espaces… Nos deux principales émanations de gaz à effet de serre, c'est la mobilité, notamment du public. On s'y attaque, mais il y a encore beaucoup à faire. Il y a aussi l'alimentation : il faudrait que tout le monde soit végan, mais c'est compliqué sur un territoire comme le nôtre. À l'horizon 2030, notre ambition est que le festival soit quasiment à 100 % en énergie renouvelable, dont 50 % en autoconsommation. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PABLO PATARIN

Bonnard et Matisse, une amitié haute en couleurs

EXPOSITION Pour ses 60 ans, la Fondation Maeght propose de revisiter l'œuvre de ces deux géants qui développaient une admiration réciproque.

Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes), envoyé spécial.

Du haut de cette colline des Gardettes, soixante ans nous contemplent. C'était en 1964. Sur les hauteurs de Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes), qui allait ainsi devenir l'un si ce n'est « le » village le plus célèbre de France, ouvrait un drôle d'objet. Une fondation du nom de ses concepteurs, les époux Marguerite et Aimé Maeght. Le début d'une drôle d'aventure, mélange de rencontres entre celui qui, à l'origine, n'était qu'un éditeur de Cannes avec des peintres attirés là par la lumière et les couleurs de la région. Des rencontres qui vont relever de la fusion entre l'art et l'artisanat.

Belle idée pour ce 60e anniversaire (qui voit la création de nouvelles salles, vastes et lumineuses, dédiées à la collection permanente) : célébrer les amitiés de deux artistes, Bonnard et Matisse, basées sur une admiration réciproque. Un pari audacieux à vrai dire. Comment rapprocher ces œuvres si ce n'est en explorant les thèmes qui les ont animées, prétextes à des recherches plus profondes sur la représentation. Les deux hommes ont une énorme estime l'un pour l'autre, comme l'ont montré François Marthouret et Jean-Pierre Darroussin, le premier en Matisse, le second en Bonnard, venus échanger les correspondances de 1925 à 1946. Une lecture composée par Valérie Six qui a glissé dans les allées de ce mystérieux labyrinthe Miró et a permis, à travers les mots, de pénétrer leurs interrogations, leurs doutes et leurs espoirs.

UN DÉSIR DE LIBERTÉ

Nés l'un et l'autre dans les années 1860, ils vont se trouver immergés dans des périodes où tout va très vite, surtout les ruptures de style. Mais, à la base de tout se trouve un désir de liberté qu'ils chercheront à la pointe de leur pinceau, agitateur de palettes, pourfendeur des contraintes familiales autant que celles des formes. Comme si l'émancipation passait par la déconstruction. On n'en est pas encore là lorsqu'en 1911 Matisse acquiert le tableau de Bonnard *la Soirée au Salon* (1907) ou quand ce dernier achète *Fenêtre ouverte* (1911), l'année suivante. Des visites réciproques et des relations épistolaires finissent de former un cadre d'autant plus unique.

Les murs de la Fondation Maeght sont particulièrement remplis. Presque un accrochage à l'ancienne, surchargé. Cela résonne bien, cependant. L'œil se remplit ainsi de formes et de couleurs tout en s'attachant à en découvrir les différences. Quel bonheur de contempler *Paysage, le golfe de Saint-Tropez au couchant*, de 1937, dans lequel Bonnard explore l'interpénétration des formes et des teintes, alors qu'avec *Paysage de Saint-Tropez au crépuscule* (1904), Matisse préfère exprimer ses sensations avec des taches de couleur. Une pratique qui évoluera évidemment, avec, à partir des années 1940, cette utilisation magistrale des traits, des dessins, et évidemment des couleurs.

Il faudrait encore dire les multiples sujets (le modèle, la danse), les pratiques (peintures, dessins, sculptures), les livres qui jalonnent cette riche et hypnotisante exposition. ■

PIERRE BARBANCEY

« Amitiés, Bonnard-Matisse », à la Fondation Maeght, à Saint-Paul-de-Vence, jusqu'au 6 octobre.
Rens. : www.fondation-maeght.com
Catalogue éditions Maeght, 376 pages, 40 euros.



Autoportrait d'Henri Matisse, ca. 1900.
SUCCESSION H. MATISSE, 1960, MUSÉE MATISSE DE NICE/PHOTO FRANÇOIS FERNANDEZ



Autoportrait de Pierre Bonnard, 1930.
COLLECTION TRITON/PHILLIPS/PIERRE ANTOINE



En août 2022, la championne retrouvait les tatamis deux mois aprés la naissance de son enfant.

Clarisse Agbegnenou, tout pour ma fille

TÉLÉVISION Le réalisateur Julien Soulier a suivi pendant deux ans le quotidien de la judokate, pendant sa préparation en vue des jeux Olympiques de Paris. Le portrait d'une championne et d'une mère qui a su concilier vie professionnelle et vie familiale.

***Clarisse Agbegnenou : l'Olympe pour Athéna,* France 2, 23 h 10**

La scène se déroule dans le centre sportif de Normandie, à Houlgate, en août 2022. Clarisse Agbegnenou enfile son kimono, affublé de quatre étoiles, de l'emblème de la Fédération française de judo, et aux couleurs du drapeau tricolore. Quelques mètres plus loin, au bord des tatamis, son conjoint borde Athéna, leur fille âgée de 2 mois. L'athlète reprend enfin l'entraînement, vingt-trois mois avant l'échéance d'une vie pour l'athlète française : les jeux Olympiques (JO) de Paris 2024. La judokate, terreur de sa catégorie (- 63 kg) et six titres mondiaux au compteur, dont une médaille de bronze aux Jeux de Rio et un doublé individuel-équipe à Tokyo, est attendue au tournant.

SANS CONCESSIONS

Le souffle retrouve peu à peu sa puissance, les mouvements leur fluidité, les appuis leur vigueur. La championne est sur le chemin du retour. Athéna, elle, dort paisiblement dans les bras de son père. Dans cette séquence se trouve tout le propos du documentaire produit par France Télévisions et réalisé par Julien Soulier, *Clarisse Agbegnenou : l'Olympe pour Athéna*. Ses caméras ont suivi pendant deux ans la préparation de l'athlète multimédaillée, dont le temps a été divisé entre ses ambitions de compétitrice et son envie de voir grandir sa fille. Une vie qui aurait pu être scindée en deux, mais que Clarisse Agbegnenou a réussi à lier. Glaner de nouvelles médailles, oui, mais pour et avec sa fille. On découvre ainsi son quotidien, de l'échographie aux entraînements, des premiers allaitements au retour à la compétition.

Le film dresse le portrait d'une sportive qui ne souhaite pas faire de concessions ; mais il rappelle aussi à la face du monde que devenir mère – et par ricochet être une femme – ce n'est pas être un poids mort. La comparaison, constante, avec son pendant masculin Teddy Riner, autre légende des tatamis ? Un réflexe qui n'a pas lieu d'être. Des questions récurrentes sur sa vie familiale ? Ni le moment adéquat ni même le sujet. Des doutes sur son retour en forme ? À elle de prouver le contraire. Clarisse Agbegnenou souhaite reprendre le contrôle du récit. Ce documentaire en est le symbole.

De l'échographie aux entraînements, des premiers allaitements au retour à la compétition.

La suite des événements aura été moins idyllique – Clarisse Agbegnenou n'a atteint, en solo, que la médaille de bronze, le 30 juillet, à Paris –, mais le principal est ailleurs. La judokate a concilié sa carrière et sa vie personnelle avec succès. Quitte à loger dans une chambre d'hôtel et non au village olympique, elle qui voulait absolument rester auprès d'Athéna, aujourd'hui âgée de 2 ans. Plus encore, elle est revenue au plus haut niveau. Son regard est maintenant tourné vers Los Angeles, aux États-Unis, où seront organisés les JO de 2028. Elle en a déjà fait la promesse, Athéna sera présente dans les tribunes. Reste à Clarisse Agbegnenou à remporter à nouveau la médaille d'or, et ainsi de reconquérir l'Olympe sous ses yeux. ■

TOM DEMARS-GRANJA

La liberté, en vers et contre tout

Wallada Bint Al Moustakfi Née à Cordoue aux alentours de l'an mille, l'Arabo-Andalouse, fille de l'avant-dernier calife omeyyade, s'est imposée comme l'une des figures féminines les plus libres et les plus transgressives de son époque.

Sur l'une des manches de sa robe en soie, elle avait fait broder ces vers : *« Par Dieu, je suis qualifiée pour les hautes positions, et j'avance fièrement dans mon chemin. »* Sur l'autre : *« Je permets à mon amant de caresser ma joue, et j'offre mon baiser à celui qui le désire. »* Quand elle choisit d'afficher ces deux maximes, Wallada Bint Al Moustakfi a 20 ans et vient de perdre son père, l'avant-dernier calife de la dynastie omeyyade, mort assassiné. Nul doute que ces vers, derrière la coquetterie, ont valeur d'avertissement pour qui tenterait d'imposer à la jeune femme la moindre autorité de substitution.

Née à Cordoue aux alentours de l'an mille, la poétesse arabo-andalouse affiche en effet là sa détermination à agir en sujet de sa propre vie, s'imposant ainsi, au-delà des frontières de la péninsule Ibérique sous domination musulmane, comme l'une des figures féminines les plus libres et les plus transgressives de son époque. Animant, dans les jardins de son palais, le salon littéraire le plus convoité de Cordoue, où se croisaient hommes et femmes férus de belles lettres, elle s'est frayé un chemin singulier au sein d'une société patriarcale particulièrement pesante.

Elle évoque son désir pour le poète Ibn Zaydun, objet érotique et cible de ses épigrammes.

« Notre société ne laisse aucune place au développement du talent des femmes. Elles semblent destinées exclusivement à l'accouchement et au soin des enfants, et cet état de servilité a détruit leur capacité à s'occuper de choses plus vastes. C'est ainsi qu'on ne voit pas de femmes dotées de vertus morales ; elles vivent leur vie comme des légumes. » Le constat dressé par le philosophe Ibn Rushd (Averroès), sur la société de Cordoue au XIIe siècle, permet de saisir combien la jeune femme s'est construite à rebours de toutes les conventions.

Malgré la guerre civile qui signera la chute du califat omeyyade, l'intense bouillonnement intellectuel et artistique à l'œuvre dans la ville musulmane la plus vaste du Moyen Âge n'est pas étranger à l'émergence, dans le sillage de Wallada, de plusieurs autres poétesses reconnues comme Hafsa Bint Al Hayy Al Rakuniyya (originaire de Grenade). Aucune n'aura cependant à ce point allié aspiration émancipatrice et liberté des mœurs, sans égard pour la réprobation de ses contemporains.

De son refus de céder à l'injonction du mariage – Wallada, qui a vécu près de cent ans, n'a jamais pris d'époux – au choix de ses tenues sulfureuses, en passant par ses amours libres, qu'elle goûtera aussi auprès de la gent féminine, elle a pulvérisé, une à une, toutes les entraves à une liberté dont elle n'a cessé d'élargir le champ.



Histoire de Bayâd et Riyâd. Chant de luth dans un jardin pour une noble dame. ALAMY STOCK PHOTOS

Son œuvre, dont seuls une vingtaine de vers ont échappé de façon fragmentaire à l'oubli, apparaît à cet égard comme un champ privilégié d'exploration. Dans ces textes essentiellement dédiés à ses amours tumultueuses avec le célèbre poète Ibn Zaydun, elle s'impose comme le sujet de l'énonciation, évoquant en un retournement délibéré de la rhétorique amoureuse traditionnelle, son désir pour le poète, tantôt objet érotique, tantôt cible de ses épigrammes acides.

Surnommée la « Sappho arabe », Wallada Bint Al Moustakfi apparaît pourtant plus proche de Louise Labé, qui, cinq siècles plus tard, pendant la Renaissance française, a insufflé dans ses sonnets la même subversion. Longtemps ignorées, l'une comme l'autre, en élargissant le champ des possibles à une époque où cela tenait de la gageure, ont contribué à enrichir l'historiographie des luttes féministes. ■

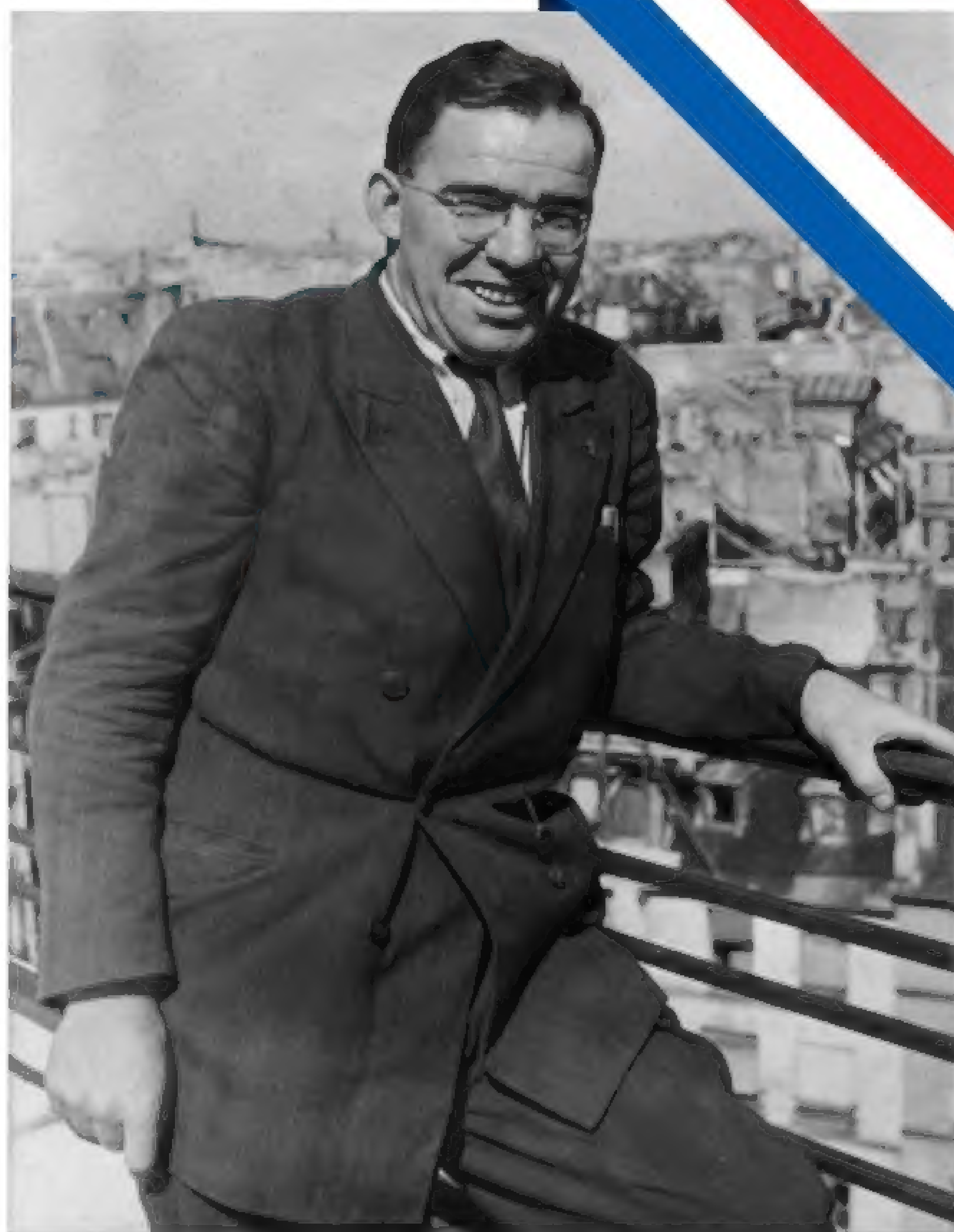
HAYET KECHIT

Demain : Hildegarde de Bingen. Retrouvez l'épisode précédent sur **www.humanite.fr**

Extraits

*« Ce que j'éprouve pour toi, si la pleine Lune
l'éprouvait, elle n'apparaîtrait plus,
si la nuit l'éprouvait, elle ne surviendrait plus,
si les étoiles l'éprouvaient, elles cesseraient
d'apparaître dans les cieux »
« Lorsqu'en hiver nous nous rendions visite,
les braises du désir me brûlaient la nuit durant »
« Comment se fait-il que j'en sois venue à être
séparée de lui, c'est bien le destin qui précipita
ce que je voulais éviter »
« Les nuits passent sans que je voie l'éloignement
prendre fin, sans que je voie la patience m'affranchir
de la servitude du désir »
« Que Dieu arrose une terre devenue désormais
ta demeure, en déversant une pluie abondante
et ininterrompue »
« Une amoureuse a perdu patience et te fit ses
adieux pour avoir ébruité un secret, à toi confié »
« Elle regrette de n'être pas restée à tes côtés
plus longtemps, maintenant qu'elle te reconduit
pour te faire ses adieux »
« Ô toi le jumeau de la pleine Lune par l'élévation et
l'éclat, que Dieu préserve l'instant qui te vit naître »
« Si après ton départ mes nuits sont devenues
longues, que de fois ne me suis-je plainte
de leur brièveté en ta compagnie »*

Le militant communiste et prisonnier de guerre s'évade pour rejoindre la Résistance et mener les Francs-Tireurs et partisans parisiens.



Entré en clandestinité, le résistant participe à l'insurrection d'août 1944.
PHOTO CSH / MÉMOIRE D'HUMANITÉ/ ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SEINE-SAINT-DENIS

ALBERT OUZOULIAS DIT « COLONEL ANDRÉ »

Des Bataillons de la jeunesse à la victoire

« *En avant Paris ! Sus aux Boches ! Pas de quartier jusqu'à la victoire* ! » Ces mots couvrent les murs de la région parisienne ; ils annoncent l'insurrection à venir. Nous sommes le 10 août 1944. Les Alliés approchent, les cheminots amorcent une grève générale. Un homme a supervisé le placardage des milliers d'affiches qui tapissent les façades d'immeubles, Albert Ouzoulias, responsable des Francs-Tireurs et partisans français (FTPF). « *Dans une vie de militant, j'ai rédigé beaucoup d'affiches ; aucune n'eut un tel succès* », s'amusait-il au soir de sa vie.

Après le Débarquement, Albert se voit confier le commandement des FTPF de toute la région parisienne. Il est le « colonel André », en liaison avec Henri Rol-Tanguy, commandant parisien des Forces françaises de l'intérieur (FFI). À partir du 19 août, il coordonne les opérations pour la libération de Paris depuis l'appartement de sa dactylographe, Alba Matta, avenue de Saint-Mandé. Tout à la fièvre du moment, il ne dort que trois heures par nuit, ne mange presque plus, s'adonne corps et âme à sa tâche. « *Surtout, n'ayez pas le sentiment que les résistants furent des êtres exceptionnels* », relativisait-il dans son livre *les Bataillons de la jeunesse*, à destination de la génération contestataire des années 1960.

Né en 1915 dans une famille de sabotiers, il n'a jamais connu son père, gazé dans les tranchées de la Grande Guerre, près de Belfort. Pupille de la nation, il éprouve la discipline du pensionnat. Son premier emploi est trouvé au tri postal de la gare de Bourg-en-Bresse. À 17 ans, il adhère à la CGTU, rejoint le PCF, devient délégué national des Jeunesses communistes. Licencié pour des motifs politiques, il est surveillé de près par la Sûreté nationale et s'initie à la vie clandestine.

« *Fils de tué de la guerre de 1914-1918, j'ai eu, dès ma plus tendre enfance, la haine de la guerre.* » Lecteur de Romain Rolland, il rejoint Paris pour animer le comité Amsterdam-Pleyel. Dans les petites usines des montagnes du Bugey, dans son Ain natal, il embrasse l'élan du Front populaire. Mais Albert est rattrapé par les événements et mobilisé dans la « drôle de guerre ». Il vient seulement de rencontrer Cécile Romagnon, ouvrière du textile et militante dans l'Aube. Il l'épousera au cours d'une permission spéciale.

Il est fait prisonnier : direction l'Autriche. Au stalag, une première tentative d'évasion lui vaut d'être placé à l'isolement. Il lui faut un an pour déjouer pour de bon la surveillance des gardes, avec l'aide des communistes du camp. « *La libération de nos villes, de notre pays, fut avant tout leur œuvre, celle de la population laborieuse unie aux autres nations alliées* », saluait-il. Arrivé en France, il trouve la maison des Romagnon vide : Cécile est entrée dans la clandestinité, en laissant leur premier fils, Maurice, chez sa belle-mère. Son père ne fera sa connaissance qu'un an plus tard.

À son retour dans Paris occupé, rendez-vous lui est donné par Danielle Casanova, dans l'atmosphère feutrée de la Closerie des Lilas. Elle lui propose de diriger les Bataillons de la jeunesse, branche combattante des JC. Albert sera désormais « Marc » avant de devenir le « colonel André ». Son acolyte : Pierre Georges, alias « Fredo », le futur colonel Fabien. Été 1941 : le jeune Ouzoulias organise des entrainements rudimentaires à l'abri des regards, au bois de Lardy (Seine-et-Oise). Le 21 août, sur le quai du métro « Barbès », Pierre Georges abat l'aspirant Moser. Hésitation morale d'Albert : « *Les camarades se refusaient à exécuter un soldat allemand qui pouvait être un camarade de Hambourg, un ouvrier de Berlin. Mais,* poursuit-il avec aplomb, *l'internationalisme était, à ce moment, de tuer le plus grand nombre de nazis possible.* »

Malgré le danger, il voyage un peu partout en zone occupée pour superviser le recrutement des combattants : Rouen, Rennes, Angers, Nantes, Le Havre. Il s'installe dans une petite chambre de la rue de Varize, dans le 16e arrondissement parisien, se fait passer pour un représentant de commerce. Il connaîtra 23 domiciles, tous plus ou moins clandestins.

Responsable des opérations au sein des FTPF, il côtoie Charles Tillon, Eugène Hénaff, René Camphin. Il fait entrer dans les FTP son épouse, agente de liaison, pour pouvoir vivre avec elle. L'angoisse les tenaille : par deux fois, Albert manque d'être abattu par la police française. Cécile apprend l'arrestation de deux de ses frères et l'exécution de son père. Sous un faux nom, elle est même arrêtée lors d'un contrôle d'identité : emprisonnée à la Roquette, elle en est exfiltrée in extremis. Peu après, elle accouche de son deuxième enfant, déclaré sous une fausse identité.

Albert n'aura jamais vraiment quitté la Résistance, « *l'ouvrier, le cheminot, le cultivateur, le professeur, le libraire du quartier, l'étudiant, le galibot ou le valet de ferme* », compagnons d'armes, de route, de métier, pour certains disparus. Après la guerre, devenu élu local, il consacre son énergie à rendre hommage à ses camarades clandestins. Il a toujours répété qu'il devait la vie à Missak Manouchian et à Joseph Epstein, restés muets sous la torture. ■

LUCIEN ROULLÉ

Demain : André Tollet
Retrouvez les épisodes précédents sur **www.humanite.fr**